

tribune

socialiste



Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié — N° 545 — mercredi 12 juillet 1972 — 2 F



Collombert

un régime pollué

Diversions

MICHEL ROCARD

Nous voici donc affublés d'un nouveau gouvernement. Qu'est-ce que cela va changer? Le partage entre les trois formations de la majorité reste le même. Les postes essentiels, Finances, Affaires étrangères, Intérieur et Défense ne changent pas de titulaires.

Le Premier ministre a le même profil que le précédent, il faut rassurer les gaullistes historiques — et Messmer est membre actif de Présence et Action du gaullisme, si Chaban était compagnon de la Libération — tout en donnant des cautions dites libérales. Messmer vient de la SFIO si Chaban venait du Mendésisme.

Bref il n'y a pas l'ombre d'un changement dans les arbitrages rendus entre les différentes forces de la bourgeoisie. Les contradictions qu'elles représentent reçoivent toujours le même type de solutions.

L'opération « changement de gouvernement » n'a donc que deux objets. L'un est de régler des problèmes personnels : Edgar Faure est moins dangereux dedans que dehors, embauchons-le!; Guichard a besoin d'avancement, taillons-lui un grand ministère; on avait assez vu Chalandon, au revoir Monsieur le ministre; Ortoli se prépare un destin européen, il pouvait laisser la place; Chirac ne peut prétendre à de hautes destinées qu'à condition de se faire les dents sur un vrai ministère de gestion : à lui l'Agriculture et bonne chance!

L'opération Education nationale est amusante : dans la mesure où la bourgeoisie ne veut plus d'une véritable université répandant une culture critique, ce ministère est un piège à carrières, Edgar Faure a failli le payer cher. Et Guichard avait assez laissé savoir qu'il s'y morfondait. On y met un catholique pour la première fois depuis 1875; cela vous a un petit air de reconquête, c'est une vive satisfaction pour l'électorat conservateur, et comme il n'est pas question que Fontanet y fasse quoi que ce soit d'important, on se prépare déjà à expliquer que ce sera la faute de ce milieu enseignant, resté bêtement laïque... Autant dire que tout cela n'a strictement aucune importance.

L'autre objet de l'opération, c'est de donner l'impression qu'on fait quelque chose. L'essentiel de l'affaire se résumant à un conflit d'humeur entre Chaban et Pompidou, on en fait un problème de « style », de « visage ».

Rarement les commentaires de presse sur un changement de gouvernement auront été aussi peu politiques, et pour cause : la matière n'y est pas.

En revanche, la logomachie se déploie sans mesure dans l'esthétisme politique. Il y a toujours autant de ministres, mais moitié moins de secrétaires d'Etat, les précédents n'ayant pas été bons à grand-chose : ce sera une « équipe restreinte ». On prend les mêmes à peu de choses près et on recommence : ce sera un « gouvernement d'action ». Et Pompidou, s'étant débarrassé d'un homme peu malléable pour en prendre un plus discipliné, dit à tous « Messieurs, soyez des battants », alors que son seul problème est de ne pas faire de vagues d'ici les prochaines élections.

Les choix imposés de l'extérieur

Nous sommes dans la diversion pure. Mais cela n'est tout de même pas sans signification : les tensions entre les différentes couches de la bourgeoisie, entre les intérêts opposés qu'elle comporte, sont telles que l'équilibre politique qui les traduit et les représente est devenu rigide. On ne peut plus y toucher. Cela est très révélateur des paralysies propres de la machine politique.

Cependant, si la machine politique est rigide à ce point, cela a comme conséquence qu'elle ne suffit plus à assurer les arbitrages et les choix dont la bourgeoisie a besoin. Ils seront donc faits ailleurs. Pour mettre fin à la guerre d'Algérie, ce fut l'armée qui s'en chargea. De Gaulle ensuite rêva : son « grand dessein » institutionnel devrait donner naissance à une mécanique répondant aux conditions techniques modernes dans les-

tage encore de l'affrontement central entre les couches sociales dont les intérêts sont liés au pouvoir actuel et celles qui en sont exclues.

Les seules vraies questions

Dans la mesure même où il n'y a plus de faux semblants, où le rapport de forces s'affirme sur le terrain social, où les compromis s'élaborent en dehors des structures politiques officielles, les seules questions importantes sont d'une part : quelles sont les formes d'organisation actuelles du capitalisme, ses contradictions et ses points forts, sa capacité d'adaptation ou de réponse? D'autre part : quels sont les objectifs mobilisateurs qui peuvent rassembler les couches populaires dans une lutte commune?

Ces deux questions constituent l'élément essentiel de l'ordre du jour du prochain Congrès du PSU. Mais elles

gramme commun de gouvernement qui n'a guère de précédent sous cette forme. Mais pourquoi faut-il précisément qu'aucun des enjeux essentiels de ces nombreux conflits n'y ait été explicitement repris?

Le problème de la hiérarchie est renvoyé à des conventions collectives, sans que rien ne soit dit par le Parti communiste et le Parti socialiste sur la revendication de hausses de salaires uniformes, et par conséquent non hiérarchisées. Le problème de l'auto-gestion est renvoyé aux calendes.

Les luttes régionales sont ignorées, et si l'on prévoit bien de créer une collectivité régionale, on entend en même temps renforcer le département, ce qui est le bon moyen de tuer la région. A part quelques améliorations de détail du droit syndical, la situation des salariés du secteur privé restera inchangée. Ceux du public ne seront guère mieux lotis d'ailleurs, tout continuera à se passer au sommet. Tout le débat ouvert sur l'université et le contenu de la culture qu'elle diffuse est passé sous silence. Les quelques généralités sur l'aménagement du territoire ne sont aucunement propres à mobiliser les énergies populaires prêtes à s'engager dans cette bataille.

Les seuls chapitres précis et détaillés concernent les institutions. Il n'y a pas là de surprise : cet accord vise la conquête de la machine politique telle qu'elle est, et sans intention d'en modifier la marche sauf en ce qui concerne la distribution du revenu national.

En revanche tout ce qui aurait pu être authentiquement mobilisateur, tout ce qui traduirait la volonté actuelle des travailleurs de mettre en cause non seulement l'équilibre des revenus mais leur situation de sujets, leur volonté d'engager dès maintenant la construction d'autres rapports sociaux, tout cela est absent du programme commun. Il est explicite que ses auteurs n'ont pas voulu le lier aux luttes actuelles.

Dès lors cet accord risque d'être lui aussi une diversion. Il est tragique qu'au moment même où la bourgeoisie reconnaît, par les procédés qu'elle emploie, l'inanité du jeu politique classique, contraignant par là les forces socialistes à une attaque plus directe, les plus anciennes et les plus grandes de ces forces cherchent à dévier la combativité des travailleurs vers ce jeu classique.

Ce sera la tâche du PSU, en tant que force révolutionnaire et avec d'autres, que de contribuer à animer et coordonner les luttes populaires, d'exprimer le projet politique dont elles sont porteuses, et de donner ainsi au combat contre la bourgeoisie sa vraie dimension, celle du socialisme.

Les stages de formation « cadres » se tiendront du — 23 au 30 juillet, — 20 au 27 août, aux Guions, 05-par Saint-Crépin.

Pour tous renseignements, écrire : 9, rue Borromée. Téléphone : 566-45-37.



quelles doivent être prises les décisions. Mais l'exemple de ce changement de gouvernement montre que l'opération a échoué. Les choix d'aujourd'hui resteront imposés de l'extérieur. Pour l'essentiel ce sont les sociétés multinationales qui les imposeront, car ils sont d'abord économiques. Et les contradictions entre groupes financiers internationaux, capitalisme lié à l'Etat et bourgeoisie archaïque se traiteront dans le secret des conseils d'administration et des cabinets, pas au Parlement. Comme avant, plus qu'avant même : on a vu à quel point peut être méprisée cette relique inutile qu'est le Parlement.

Tout cela n'aurait pas mérité tant d'attention si ce n'était une nouvelle occasion de constater que les luttes de classes en France ne se développent plus par l'intermédiaire de médiations politiques mais directement.

Car ce qui est vrai des contradictions internes de la bourgeoisie l'est davan-

sent loin de n'intéresser que lui. Elles concernent en fait tout ce qui en France se recommande du socialisme.

Depuis quatre ans, les travailleurs, excédés par l'insolence réactionnaire du régime qui nous gouverne, ont affirmé à de nombreuses reprises et dans la lutte leur volonté d'unité en cohérence avec un projet de type socialiste. De Mai 68 au Joint Français, près d'une centaine de conflits durs ont mis en évidence le refus de la hiérarchie, la mise en cause de l'autorité patronale, la volonté et la capacité collective d'auto-organisation à la base. Tout cela esquissait, de manière encore incertaine, le développement d'une offensive politique susceptible de devenir commune à l'ensemble des travailleurs.

Cette pression et cette volonté d'unité ont été entendues par les grands appareils traditionnels de la gauche française et c'est une bonne chose. Ainsi est né entre PC et PS un pro-

sommaire

4. Organisation politique et organisation de masse à l'Université.
6. **Robert Chapuis** : Où en est le mouvement révolutionnaire ?
7. **François Soulage** : Vivre mieux ou changer la vie.
8. **Bureau national** : La portée réelle de l'accord PC-PS.
10. **Georges Constantin** : Bilan et signification des luttes ouvrières.
11. **Romain Saint-Servan** : Le scandale permanent.
13. **Bernard Jaumont** : L'Europe à vendre ou à prendre.
14. Contre les accords franco-portugais.
15. **Jacques Gallus** : Note de lecture.
16. **Lucien Saintonge** : Quand nous étions ministres.

Ce numéro de « TS » a été réalisé sous la responsabilité du Bureau national.

Le conflit le plus dur depuis longtemps

Dans le Bassin de la Sambre, sur 20 km de part et d'autre de Maastricht, sont implantées de nombreuses industries, nées pour la plupart au siècle dernier grâce à la proximité du charbon belge.

Pourtant, il subsiste quelques entreprises indépendantes qui sont restées la propriété d'un patronat de droit divin.

C'est le cas des **Tôles Perforées**, usine de 130 salariés, installée en bordure de la nationale 2. Marelle, le patron, a gardé la nostalgie du « bon temps » où les ouvriers avaient le respect de l'homme qui leur « donnait du travail ».

Dans son usine, on ne discute pas. La jeune section CFDT (seul syndicat représenté dans l'usine) manque d'expérience et, d'ailleurs, aux Tôles Perforées on ne revendique guère.

RAS L'BOL !

Pourtant, dans cette usine bien tranquille, il faut qu'on soit au boulot 5 minutes avant l'heure — mesure parfaitement illégale —. Pourtant, aux Tôles, les salaires sont fixés à la tête du client (6,30 F de l'heure pour un OS2, 4,80 F pour un P1 !). Pourtant, pour gagner sa croûte avec ces salaires horaires, il faut faire des heures ; et on en fait : au lieu de 54 heures maximum prévues par la loi, on arrive à 73, 75 ou 78 heures par semaine. Pourtant les conditions de travail sont dégueulasses : entassement des machines ; quand il pleut, on travaille dans l'eau ; on se casse la figure sur le sol où l'huile stagne... Pourtant, les conditions de sécurité ne sont pas respectées : le père d'un des grévistes a été tué, il y a 6 ans, par une machine.

Alors, en ce mois de juin, tout a craqué. Et le Bassin connaît la lutte la plus dure qu'il ait vécue depuis longtemps.

Le mécontentement couve depuis le début du mois de juin. Le retard dans l'attribution de chaussures de sécurité promises aux ouvriers met le feu aux poudres.

LES GRIEFS ACCUMULES

Dans cette entreprise où on ne revendiquait guère, les travailleurs exigent que soit rattrapé le retard accumulé par rapport au reste du Bassin, et notamment : 50 centimes de l'heure pour tous ; 250 F de prime de vacances ; suppression des heures supplémentaires au-delà du maximum légal ; application des réductions d'horaires prévues par les accords nationaux ; amélioration des conditions de travail...

Mais plus encore, les ouvriers ne veulent plus de la domination féodale d'un patron qui n'a jamais dû entendre parler de concertation.

Un comité de grève s'organise, animé par les travailleurs les plus combattifs. Il sera très vite aidé dans la tâche de popularisation par des militants de la Cause du Peuple et du PSU.

Avec eux, il prend l'initiative d'inviter l'ensemble des organisations démocratiques à se constituer en comité de soutien. Sept d'entre elles répondront : la municipalité (plutôt SFIO), l'Union régionale CFDT, la JOC, les Associations Populaires Familiales, les Comités de lutte, le PS et le PSU.

Le PC et la CGT, au lendemain de la signature de l'accord historique Marchais-Mitterrand, prennent prétexte de la présence « d'éléments extérieurs au syndicalisme » pour refuser de ré-

pondre à l'invitation. Un travail intense est alors entrepris pour faire connaître, expliquer et soutenir l'action des grévistes.

Après son refus de toute discussion, Marelle attaque. Le 26 juin, avec quelques cadres, il tente en vain de forcer le piquet de grève. Puis il assigne 38 grévistes devant le tribunal.

Dans la nuit du 2 au 3, un escadron de gardes mobiles chasse le piquet de grève.

LES GORILLES A L'USINE !

Après l'occupation par les gardes mobiles, ce sont les policiers locaux qui ont pris la relève et font respecter l'ordre dans l'enceinte de l'usine. Mais cette protection paraissant insuffisante à Marelle, il a embauché à prix d'or, une milice en provenance de Paris.

Ce sont des individus à la gueule sinistre et au passé douteux, revêtus d'un bel uniforme bleu, qui manient la matraque avec la plus vive satisfaction. A plusieurs reprises, ils ont frappé sur des grévistes, hors de l'usine, alors que ceux-ci discutaient avec des travailleurs qui hésitaient à entrer.

A ce jour — 8 juillet — rien n'est joué. Marelle a réussi à contraindre une moitié des salariés à reprendre le travail. Mais, si on décompte les cadres et les employés, plus de la moitié des travailleurs poursuivent la lutte. Les raisons de leur échec relatif sont nombreuses.

Surtout, la tâche est très lourde pour le noyau d'une quarantaine d'ouvriers radicalisés qui doivent tout à la fois et sans expérience, assurer la bonne marche de la grève, l'information des autres travailleurs, la participation aux collectes et aux diverses activités du Comité de soutien.

Le soutien extérieur a été, jusqu'à ce jour, insuffisant.

Information et collectes sont bien assurées ; mais, étant donné la faiblesse numérique des grévistes face à l'extraordinaire appareil de répression mis en place par le patron, il faut un « support physique » plus important. A ce point de vue, la responsabilité des organisations syndicales est grande. La CFDT, très minoritaire dans le Bassin, s'est surtout manifestée par des délégués. Quant à la CGT, l'Union locale s'est violemment opposée à toutes les initiatives (débrayages, défilés...) que des sections d'entreprises voulaient prendre après l'occupation par les gardes mobiles. Toutefois, elle tolère que ses sections d'entreprises organisent des collectes.

Pour tenter de se justifier face aux travailleurs, elle mène depuis quelques jours, avec le PC, une campagne de démobilisation. « Bien sûr que les revendications sont justifiées. Bien sûr que nous condamnons la répression patronale ; mais nous ne pouvons participer au soutien d'une action à laquelle participent des éléments extérieurs au syndicalisme ». Le PSU est particulièrement visé. Il est notamment accusé de « s'être emparé de la grève », « de la diriger » ; tout cela, on s'en doute, pour « diviser les travailleurs » et « faire de l'anticommunisme ». Cette attitude est un grave obstacle à la manifestation de la solidarité populaire ; mais il n'est pas exclu qu'elle puisse se modifier tant l'indignation provoquée par les mesures patronales est grande.

Les gorilles ont décroché le pendu ; mais, en ce mois de juillet, la lutte des travailleurs pour se faire respecter continue aux Tôles Perforées.

tribune
socialiste

Directeur politique :
Christian Guerche

Directeur adjoint :
Gérard Féran

Comité politique :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel - Jean-Claude Vallant.

Comité de rédaction :

Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Robert Destot - Jacques Ferlus - François Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot - Dominique Norez - Lucien Saintonge - Jean Verger.

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction
Administration :

9, rue Borromée
PARIS (15^e)

566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N. M. P. P.

S.A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Le présent numéro est tiré
à 27.000 exemplaires

"qui aime bien, châtie bien"

ORGANISATION POLITIQUE ET ORGANISATION DE MASSE A L'UNIVERSITE

Nous publions, à titre de contribution au débat, le texte des camarades étudiants de Toulouse, sur le bilan d'une année d'intervention des comités de lutte.

A. — **Impulsion des luttes** : Depuis le début de l'année, les étudiants ont dû faire face à un certain nombre d'attaques du pouvoir visant essentiellement à renforcer la sélection et, par là même, à mener à bien une politique de rentabilisation de l'Université. A Toulouse, ce sont les Comités de lutte (regroupant la Ligue communiste — majoritaire — les étudiants du PSU, quelques uns de « Révolution ! » et des inorganisés), qui se sont chargés de la lutte contre les différents projets gouvernementaux : décret Boulin-Guichard en Médecine, instauration des CFPM (centres de formation des maîtres) en Lettres et Sciences, plan Vedel en Droit-Sciences Eco, décret Boulin en psycho... Ils ont toujours eu et conservé l'initiative politique et ont été à l'origine de toutes les grèves. Ils ont d'autre part animé les débats politiques pendant les grèves. Ils ont enfin, bien qu'insuffisamment, soutenu certaines luttes ouvrières exemplaires.

B. — **Organisation des luttes** : Les Comités de lutte ont su, dès la grève de Médecine, trouver des formes de lutte permettant au plus grand nombre possible d'étudiants de prendre une part active dans l'organisation de la riposte. Il y eut création de comités d'amphis et ensuite reprise en compte de l'expérience de Médecine pour créer dans les facultés de Lettres les Comités d'unités de valeur. Dans ces comités la discussion pouvait déjà avoir lieu (bien que souvent limitée à la polémique avec les réformistes de l'UNEF-Renouveau, inféodée au PCF). Les Comités de lutte ont proposé aux étudiants la structure de comité de grève, réunissant les étudiants élus dans leurs

amphis où se faisaient certaines clarifications politiques. Seules les Assemblées générales qui regroupaient tous les étudiants mobilisés et qui se réunissaient régulièrement, étaient habilitées à prendre des décisions et à trancher sur les propositions qui lui étaient faites aussi bien sur l'organisation pratique de la lutte que sur le choix des mots d'ordre. Cette structure démocratique de la lutte a été acceptée par les étudiants en grève.

C. — **Le clivage avec les réformistes** : Le point sur lequel s'est opéré le clivage avec les réformistes, c'est surtout le choix des mots d'ordre. En effet, le cadre réformiste qui était au début de la grève en Lettres de décembre : manque de locaux, de profs... etc. a été très rapidement dépassé, les Comités de lutte proposant des mots d'ordre se plaçant sur le terrain politique et dénonçant les attaques du pouvoir à l'Université. Dans la grève contre les CFPM, par exemple, alors que l'UNEF-Renouveau allait dans les commissions paritaires négocier quelques miettes, le mot d'ordre avancé par les CL était : « Pas de replâtrage du projet des CFPM. » Il est à noter que jamais l'UNEF-Renouveau n'a accepté de les discuter et que ses adhérents refusaient les décisions prises dans les Assemblées générales. Dès lors, le choix était clair pour les étudiants : ce choix s'est traduit de manière claire dans la pratique... la majorité des étudiants ont refusé et ont rejeté les réformistes et se sont ralliés aux propositions des militants des Comités de lutte qui donnaient des perspectives politiques à la lutte.

Ainsi en décembre, 1500 manifestants répondaient à l'appel des Co-

mités de grève... lors de la grève des CFPM, c'étaient 4000 étudiants qui descendaient dans la rue (parallèlement l'UNEF-Renouveau partait en manif. avec 150 et 180 adhérents).

D. — **Luttes extérieures à l'Université** : Du fait même des mots d'ordre anticorporatistes avancés et de leur vocation anticapitaliste et anti-impérialiste (comme le souhaitait le projet de plate-forme des étudiants PSU pour les CL), les Comités de lutte ont pris position et ont pris part activement au soutien aux luttes exemplaires telles que la grève des travailleurs de Hachette à Toulouse ou celle des travailleurs du Joint français à Saint-Brieuc. Les CL ont aussi appelé à la mobilisation au moment de l'assassinat de Pierre Overney et ont appelé à participer aussi aux manifestations unitaires pour la victoire des peuples d'Indochine.

C'est donc un bilan positif par bien des points qui peut être dégagé, mais un bilan est aussi à tirer, c'est celui des divergences au sein des Comités de lutte et des positions parfois contradictoires que prenaient les militants des comités de lutte pendant les mobilisations.

Bilan du groupe étudiant PSU

Le groupe étudiant PSU de Toulouse, en accord avec les débats au sein du PSU au moment de la sortie de l'UNEF, a été partie prenante à la construction d'un mouvement de masse étudiant anticapitaliste permanent. Il s'agissait, à partir des contradictions de l'Université bourgeoise, d'amener les étudiants à une prise de conscience anticapitaliste. L'analyse de classe du milieu étudiant — milieu hétérogène — implique le refus absolu



Lie Kagan

d'un quelconque syndicat étudiant défendant les intérêts des étudiants.

Aussi avons-nous participé au lancement et au développement des Comités de lutte, unitaires avec la Ligue communiste. Pendant une longue période nous n'avons pas su imposer le débat politique ni avancer nos propositions d'actions, nos mots d'ordre et notre analyse et nous avons eu une attitude se déterminant qu'au coup par coup par rapport aux initiatives de la Ligue.

A. — **Divergences sur les mots d'ordre** : Cette année, à l'occasion des diverses luttes, des critiques



Elie Kagan

de notre part ont été faites à la Ligue communiste. Ces critiques, nous pouvions les formuler, après avoir analysé, au préalable, les fonctions de l'Université capitaliste, la possibilité et même la nécessité d'un mouvement de masse anticapitaliste permanent et après avoir fait le bilan de notre sortie de l'UNEF. Les divergences sont apparues au moment des grèves sur les mots d'ordre proposés ; nous pensons en effet que les revendications ou les mots d'ordre doivent être d'emblée politiques et que les explications que nous donnons doivent s'attaquer au système capitaliste dans son ensemble. C'est pour cela qu'au lieu d'engager la lutte simplement sur le mot d'ordre : « Non aux CFPM », l'Assemblée générale, sur proposition et explications d'un militant PSU a voté le mot d'ordre beaucoup plus complet : « Non aux CFPM non à la rentabilisation capitaliste à l'Université. » Il y a eu aussi des divergences sur le but de la grève : la grève était-elle antigouvernementale et devait-on proposer le mot d'ordre « Guichard démission » comme l'avancait la Ligue ou devait-on lutter pour que la grève se place sur le terrain anticapitaliste dénonçant le système. De même nous pensions que la « formation pédagogique pour tous » que demandait la Ligue n'était pas neutre. Nous devons bien plutôt nous opposer en bloc au projet pédagogique de la bour-

geoisie qui forme ses chiens de garde...

B. — Autres divergences : Les divergences sur les luttes étudiantes sont importantes, mais encore plus importantes sont les divergences sur la manière de concevoir la liaison avec les luttes non étudiantes : le soutien aux luttes ouvrières ne peut pas consister, à notre avis, seulement à faire des collectes, bien que ce soit utile et nécessaire.

Les militants étudiants ne peuvent devenir des alliés du prolétariat seulement en entrant dans l'organisation politique — telle est l'opinion de la Ligue. Nous pensons, quant à nous, que le mouvement de masse étudiant (à distinguer absolument du milieu étudiant) peut s'affirmer comme force sociale alliée au prolétariat sur le champ de la lutte de classes. Toutes ces divergences qui peuvent apparaître de détail, sont en fait révélatrices d'une conception différente de l'organisation de masse et d'une stratégie différente à l'université.

Pratique de la Ligue Communiste à l'Université

A. — Le lancement de la FNCL (Fédération nationale des Comités de lutte). Le mouvement étudiant s'est mobilisé contre les projets gouvernementaux (en particulier les CFPM) avec une ampleur jamais vue depuis 68. La nécessité d'un mouvement de masse anticapitaliste était ressentie, malgré les divisions intérieures du mouvement révolutionnaire.

C'est le moment que la Ligue a choisi pour parachuter la FNCL. Cette FNCL a été construite de manière bureaucratique et antidémocratique. Elle ne s'est absolument pas créée à partir de Comités de lutte de masse et de plus les Comités de lutte ne sont qu'une partie des structures anticapitalistes à l'Université. Alors que l'unité d'action des nombreux anticapitalistes se forgeait à propos des CFPM, la Ligue a pris la charge de créer la FNCL excluant donc toute possibilité de faire avancer collectivement le mouvement anticapitaliste.

Alors que le mouvement révolutionnaire n'a pas débattu de cette initiative, la Ligue se construisait une organisation avec direction et ligne politique définie exclusivement par elle. Et le plus important c'est la ligne politique qui se dégage. La plate-forme de référence reprend, pour l'essentiel des objectifs qui ont été mis en avant au cours des grèves (non à la sélection, mode unique de recrutement

des maîtres, non aux concours, non à la main-mise du patronat à l'Université, non à l'ordre moral...). Rassembler les étudiants sur cette base est erroné.

B. — La ligne politique de la FNCL : Il faut analyser les deux types de réaction qu'ont suscités les luttes étudiantes : d'une part les étudiants recherchant une bonne place dans la société bourgeoise et défendant leurs privilèges, d'autre part les étudiants rejetant cette société et luttant contre le système capitaliste.

Notre tâche est d'essayer de faire évoluer les étudiants qui n'ont encore qu'une prise de conscience réformiste mais aussi de rassembler dans les mêmes structures tous ceux qui ont décidé de ne plus être au service du capital. La plate-forme de la FNCL (proposée par la Ligue) escamote complètement ce choix : la preuve est donnée par la formulation de l'un des objectifs proposés : « Garantie de l'emploi au niveau de la qualification acquise. Cet objectif correspond exactement à l'attitude de tous ceux qui veulent avoir le maximum de garanties quant à leur insertion dans la « vie active ». Mais il laisse complètement de côté la nature du travail que la bourgeoisie réserve à ses diplômés. Cet objectif masque les choix politiques et ramène les problèmes à celui d'une qualification ayant un caractère neutre. De la même façon dire « non au démantèlement de l'Éducation nationale » peut conduire à la défense de l'institution actuelle alors que la question essentielle est d'en dévoiler le caractère et d'aiguiser les contradictions internes à l'Université et dans tout le système scolaire.

C. — Analyse de la Ligue communiste. La pratique de la Ligue s'explique lorsqu'on analyse son attitude à l'université et dans les organisations de masse. **A l'université** son attitude peut se résumer en trois points : elle considère l'université comme « un lieu de recrutement pour l'organisation », elle utilise le mouvement étudiant comme « masse de manœuvre au moment des diverses mobilisations », elle « navigue à vue entre les deux écueils du réformisme et du spontanéisme » sans aucune base anticapitaliste claire. Elle a donc une conception manipulatrice du mouvement étudiant. **Dans les organisations de masse** son attitude est simple : ou elle est hégémonique et elle fait passer intégralement sa ligne (FSI, FNCL), ou elle est minoritaire et elle sabote et quitte l'organisation de masse (Comités de lutte lycéens, Secours rouge). La question est donc de savoir quel travail unitaire il est possible de faire avec la Ligue communiste.

Notre refus de la FNCL et nos perspectives

En militant dans les Comités de lutte, nous avons posé un certain nombre de conditions qui nous paraissent acceptables par tous les militants : « Les Comités de lutte étudiants ne peuvent, en aucun cas, être la courroie de transmission d'une organisation politique... une organisation de masse n'est pas l'instrument de recrutement d'une organisation politique...

Le CL ne doit pas non plus se réduire à un cartel d'organisations, c'est-à-dire à une structure où ne se retrouvent que des militants politiques organisés ou quelques inorganisés qui ne peuvent alors que servir de caution. » Les conditions n'ont pas été remplies. Les carences et les critiques formulées



Elie Kagan

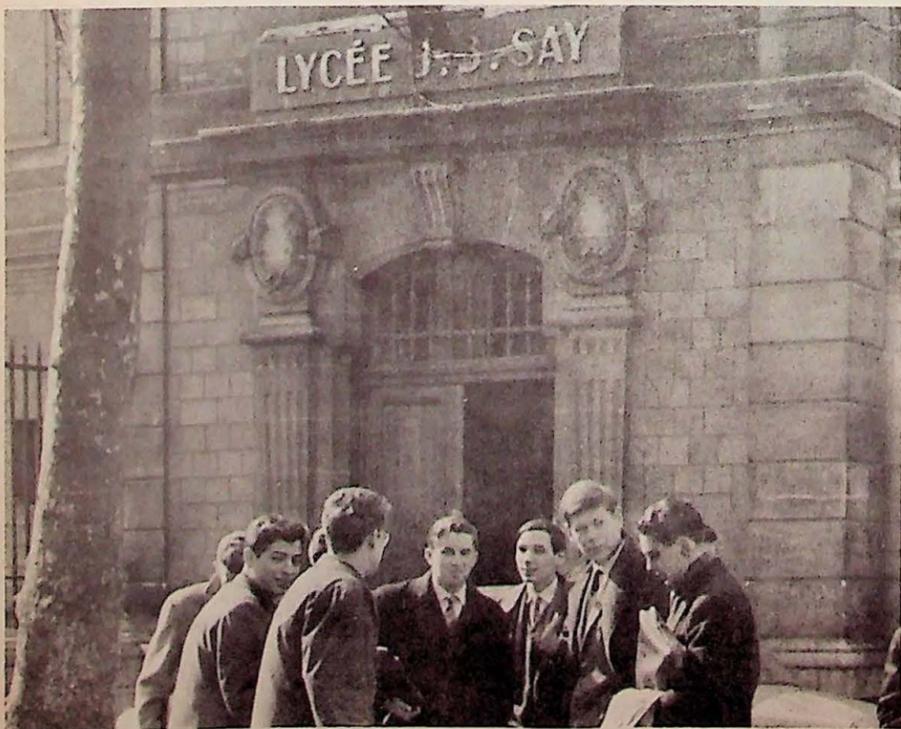
plus haut nous ont fait porter un jugement extrêmement défavorable qui dénonçait la FNCL.

La majorité des Comités de lutte de Toulouse — majorité Ligue communiste — a voulu adhérer à la FNCL et ainsi a exclu une tendance importante de militants qui ont pris une part active à l'impulsion des grèves et des actions anticapitalistes cette année à Toulouse. Ainsi tout le groupe étudiant du PSU et les sympathisants, les quelques militants du groupe « Révolution ! » et des inorganisés se sont trouvés en dehors des Comités de lutte.

Les militants du groupe étudiant du PSU sont encore prêts à des actions unitaires avec la Ligue communiste sur des points précis, comme le lancement de grèves ou le soutien aux luttes ouvrières, mais dans chaque cas précisera sa position et essaiera de lancer un mouvement de masse réellement anticapitaliste à l'Université. De nouvelles formes de mobilisation seront proposées en particulier pour assurer une liaison beaucoup plus étroite d'une part avec les enseignants et le personnel des facultés, d'autre part avec les luttes exemplaires qui se mènent hors de l'université : sur le lieu de production, dans le cadre de vie et aussi toutes les luttes contre le chômage et la récession, dans une région victime des lois du développement inégal du capitalisme (les luttes contre la crise de l'emploi et les fermetures d'usines, la lutte des paysans du Larzac contre l'extension du camp militaire, la lutte des viticulteurs...).

Enfin, le groupe étudiant PSU proposera à tous les militants anticapitalistes une campagne de rentrée sur des thèmes précis où une liaison peut être faite avec la classe ouvrière : la dénonciation de la formation permanente professionnelle patronale, la lutte contre le maintien des valeurs qui contribuent au renforcement du système capitaliste (hiérarchie, autorité, etc.), les axes de lutte étant replacés dans le cadre global du refus de l'école capitaliste.

Le stage national des étudiants du PSU en septembre devra préciser le contenu et les formes de l'intervention des militants universitaires du PSU.



Elie Kagan

OU EN EST LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE ?

A considérer l'évolution du mouvement révolutionnaire durant ce dernier mois, on remarque vite que les points d'application ont changé par rapport aux années précédentes. Certes des luttes importantes se sont développées dans les lycées (contre la circulaire Guichard, contre le renouveau du fascisme, et face à la répression qui veut imposer le conformisme partout, suspension de Hurst, suppression des subventions aux Cahiers Pédagogiques, maintien de l'ordre dans les CET, etc.), ainsi que dans le supérieur (contre le plan Vedel et le projet de CFPM). Des actions ont été menées dans les quartiers (mal logés, travailleurs immigrés). Mais c'est principalement dans les entreprises, ou auprès d'elles, qu'ont été menées les luttes les plus importantes ou les plus significatives qu'il s'agisse d'entreprises à fort pourcentage d'immigrés (Penarroya, Girosteel) ou de femmes ou de travailleurs d'origine rurale (d'Evian au Joint Français) ou qu'il s'agisse de couches toutes nouvelles, peu habituées à la lutte revendicative, mais particulièrement combatives (du préventorium de Brégilles aux Nouvelles Galeries de Thionville), on a vu naître des mouvements très durs, avec une radicalisation rapide des travailleurs engagés dans cette lutte. Dans sa soudaineté et sa violence, la grève du lait en Bretagne a montré les mêmes caractéristiques. Le contexte régional (minorité nationale comme en Bretagne ou crise de développement comme en Lorraine) a souvent facilité la politisation.

Une force politique autonome

Bien entendu, le meurtre d'Overnay par le lieu où il s'est produit (Renault), ses conditions (milices patronales), son apparente gratuité (violence de la bourgeoisie) a provoqué l'apparition massive d'une solidarité nourrie de tous ces conflits, de toutes ces luttes. Des masses de gens, militants ou non, se sont sentis agressés à travers Pierre Overnay et des manifestations se sont déroulées, non seulement à Paris mais dans toute la France, comme on n'en avait pas vu depuis Mai 68. Les organisations révolutionnaires — et parmi elles le PSU tout particulièrement — ont su répondre

à ce mouvement de masse, dans une grande volonté d'ouverture (appels à la CFDT, au PS...). Elles ont réussi à briser l'offensive du PCF sur son programme et ses mots d'ordre. En réalisant leur unité, elles sont apparues comme une force politique autonome, capable de peser sur le rapport des forces. Cette unité s'est maintenue dans la décision de boycott du référendum (les consignes de boycott et d'abstention ont brisé l'offensive de Pompidou et ont fait éclater les contradictions de la majorité), mais elle ne s'est pas manifestée dans une campagne commune. S'il est vrai que face à la bourgeoisie, dans un contexte où le PCF est amené à ne pas intervenir, le mouvement révolutionnaire réalise facilement son unité, par contre quand il se retrouve face à lui-même, il éclate en deux, trois ou quatre courants qui se fondent sur des stratégies et des pratiques radicalement différentes. Le 1^{er} mai, la coupure était consommée et l'unité des cortèges révolutionnaires n'était plus que formelle. Il fallait attendre une manifestation sur le Vietnam pour redonner une base commune et permettre à Paris, sur le terrain, une étonnante conjonction entre les forces traditionnelles et les forces révolutionnaires.

La précipitation à désert

Telle est bien la situation du mouvement révolutionnaire : — une correspondance certaine avec des mouvements sociaux importants et divers ; une sensibilité ouverte aux révoltes et aux combats des travailleurs ; — une impuissance organisationnelle et stratégique, qui ne permet pas à la politisation des luttes de passer à un niveau supérieur, qui n'assure pas non plus la permanence nécessaire au-delà des pauses et des armistices que doivent bien conclure les travailleurs. L'impudence gauchiste, la précipitation à désert un terrain où la lutte piétine pour un autre où elle commence la critique systématique des organisations syndicales aboutissent à un tourbillon révolutionnaire où il n'y a plus de « direction » possible. Après cette guérilla incessante, les batailles réformistes peuvent alors s'avancer en bon ordre et récupérer la situation et la revendication à leur profit.

Pour vaincre cette impuissance, diverses propositions sont faites à l'intérieur du mouvement révolutionnaire : — les uns tentent de théoriser le spontanéisme, à l'aide de sources chinoises ou italiennes, pour construire un nouveau parti communiste vraiment ML ; — d'autres se préoccupent principalement de construire une organisation léniniste capable d'intervenir en aussi bon ordre que les réformistes et de leur faire pièce dans les syndicats, les élections, les manifestations ;

L'unité populaire nécessaire

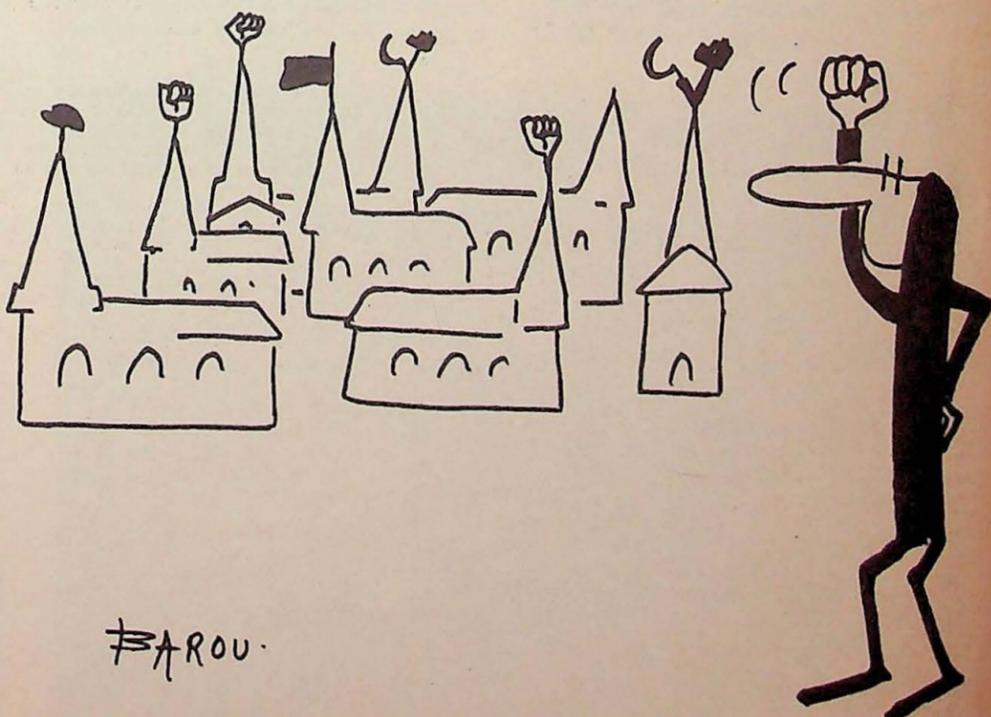
— d'autres encore pensent que l'organisation naît de la stratégie et non l'inverse : l'analyse des conditions de la lutte anticapitaliste, la définition des objectifs à court et à moyen terme, l'élaboration d'un programme révolutionnaire capable d'assurer la transition vers le socialisme, la réalisation de l'unité populaire nécessaire à la victoire du pouvoir des travailleurs, tels sont pour eux les points d'appui. Le PSU se situe dans cette troisième voie, et l'on reconnaît facilement les deux autres... C'est pourquoi la clarification était indispensable à l'intérieur de notre parti : les « tendances » n'auraient plus été bientôt que les correspondants d'autres organisations à l'intérieur du PSU, bloquant le débat stratégique qui ne peut se faire en chambre et à partir des textes tracés, mais sur la base des pratiques réelles et collectives. Il n'était pas imaginable que le PSU réussisse sur le plan global ce que l'UNEF n'est pas parvenue à faire sur le plan étudiant. Cette évolution entraîne des reclassements et une polarisation plus grande. Le PSU a des relations faciles et immédiates avec certains : les Centres d'Initiative Communiste, la majorité d'Objectif Socialiste, l'Alliance Marxiste Révolutionnaire, l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste, parce que leurs interrogations — sur l'auto-gestion en particulier — se rapprochent des nôtres. Les relations ont été plus difficiles sur le fond,

mais toujours faciles sur les actions « démocratiques » communes, avec Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste : le débat avec ces organisations doit reprendre au-delà d'une polémique stérile pour que nous précisions nos propres positions, pour examiner nos désaccords stratégiques, nos conceptions différentes de la pratique militante, syndicale notamment, et aussi pour constater les convergences possibles dans l'action. Il doit en être de même avec les courants dits maoïstes qui cherchent actuellement, non sans confusion et sans division, des formes d'organisation : avec ces camarades, y compris ceux de la Gauche Révolutionnaire, le débat doit se développer, non pour chercher à se détruire ou à se constituer par la force des autres, mais pour renforcer l'ensemble du mouvement révolutionnaire.

Les débats sur la croissance

Ce renforcement n'est pas seulement nécessaire, il est possible : dans la masse des jeunes et à travers des révoltes simples ou compliquées (mouvement des femmes, mouvements régionalistes...), se manifeste une rupture grandissante avec les formes de vie, les rapports sociaux engendrés par la bourgeoisie. Les débats sur la croissance et les finalités de la production sont un signe. Depuis Mai 68, d'une façon sourde et parfois bien loin des organisations, s'est effectuée une maturation révolutionnaire qui a vu les manifestations contre l'usine atomique de Fessenheim ou contre les bases militaires du Larzac ou de Provence, qui a vu des dizaines de milliers de jeunes et de moins jeunes sur leurs bicyclettes anti-pollution, sent bien que le mouvement révolutionnaire ne se réduit pas aux avatars du débat entre trotskystes, maoïstes et autres. Il y a des forces de plus en plus conscientes d'elles-mêmes qui sont en train de germer : c'est à elles que le PSU doit savoir correspondre. Non, quoi qu'on en dise, on n'en a pas encore fini du PSU !

Robert Chapuis ■



On veut une cathédrale et non pas des chapelles.

VIVRE MIEUX, OU CHANGER LA VIE

FRANÇOIS SOULAGE

LES Français ont vraiment tort de se plaindre. Le gouvernement, avant de changer, nous a fait cadeau d'un gentil ministre ; ministre de l'Environnement Monsieur « Silence » est un de ses acolytes « efficaces », et nous avons depuis une semaine un Monsieur « anti-pollution ». Pour éviter les accidents de la route, le pouvoir a nommé un monsieur « Route ». Que d'efforts !

C'est à croire, tout à coup, que l'exploitation des travailleurs dans l'entreprise n'existera plus, que la crise du logement sera résolue, que les transports fonctionneront bien, bref que tous les problèmes de notre vie quotidienne seront réglés, en passant par l'éducation des enfants et la libération de la femme.

En fait tout le monde veut faire croire aux autres qu'il est possible de vivre mieux sans transformer les conditions dans lesquelles les travailleurs donnent leur force de travail pour produire des marchandises, et les conditions dans lesquelles cette force se reproduit en

dehors du travail (logement, famille, école).

DANS LA VILLE

Comment peut-on vivre mieux si on continue à laisser subsister, dans nos villes, des quartiers « bourgeois » et d'immenses ensembles de tours d'habitation « populaires », comment peut-on accepter que des propriétaires de terrains et des promoteurs puissent profiter de la crise du logement pour réaliser des profits invraisemblables. Peut-on vraiment vivre mieux, aussi longtemps que l'on ne dispose pas du droit de choisir son mode de vie et d'habitat.

Au cours de cette année, dans toutes les régions de France, des mouvements de contestation sont nés, à Brest, dans le Nord, à Metz, à Grenoble, à Toulouse. A chaque fois, les locataires se sont mobilisés contre une hausse des loyers ou des charges, et les militants révolutionnaires sont intervenus pour soutenir ce mouvement, mais aussi pour lui donner un contenu anticapitaliste. Car il faut que les

victoires partielles qui peuvent être obtenues ne soient pas la fin de l'action, mais un tremplin pour la suite. Passer de « vivre mieux » à « changer la vie ».

C'est aussi ce qu'ont fait nos camarades de la région Rhône-Alpes quand ils ont protesté contre l'installation d'une centrale atomique dans le Bugey et ceux du Haut-Rhin pour la même chose à Fessenheim. Ils ne se contentent pas, comme le propose le programme commun PC-PS, de rendre non-polluantes certaines installations, ils dénoncent l'implantation de ces usines et la nécessité de les construire au nom de la croissance à tout prix.

LES LARZAC

Sur cet autre terrain, les militants révolutionnaires sont intervenus d'autant plus efficacement et rapidement qu'il s'agit de lutter contre l'armée, pour éviter l'éviction de paysans et pour sauvegarder des étendues utilisables par les citoyens pour tenter de retrouver un bout de nature. Au Larzac, mais

aussi à Canjuers et en Cerdagne, et encore dans des cas moins connus, on assiste à une offensive de Michel Debré pour doter son armée « new look » de possibilités pour expérimenter son nouveau matériel, pour pouvoir accueillir les armées étrangères avec lesquelles la France veut mener une politique militariste.

LA SOLOGNE

Dans cette région, aux portes d'Orléans, ce n'est pas l'armée qui envahit, ce sont les grands propriétaires parisiens qui y installent leurs résidences secondaires pour la chasse. Les propriétés sont ceinturées de grillage, les chemins forestiers sont fermés, ceux qui appartiennent aux communes sont vendus pour que les propriétés de « ces messieurs » ne soient pas traversées par des intrus, travailleurs d'Orléans en quête de verdure. Les agriculteurs de Sologne sont aussi victimes de cette politique. Leurs terres sont reprises par le propriétaire pour être converties en réserves de chasse. Le prix des biens fonciers augmente, les paysans sont peu à peu évincés, les droits de passage coutumiers sont supprimés. Nos camarades du Loiret ont déclenché une énorme bagarre avec les « paysans-travailleurs » pour faire cesser ces agissements. Des menaces contre certains d'entre eux viennent illustrer le fait que la bourgeoisie a peur pour ses privilèges en Sologne.

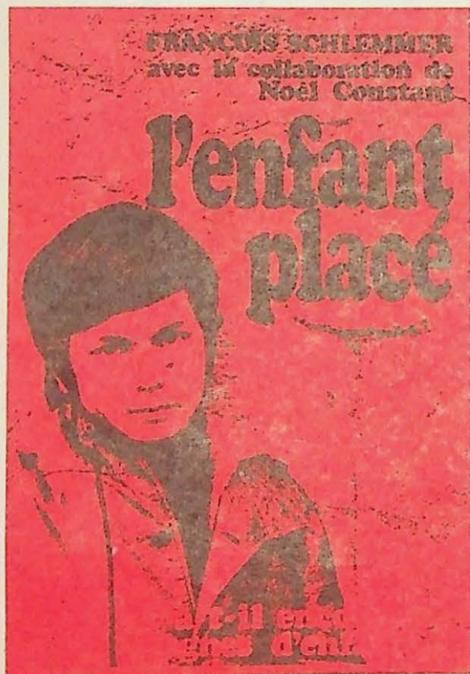
La prise de conscience qui se réalise ici est révolutionnaire. Mettre en question une petite partie du système c'est briser tout l'édifice mis lentement en place. Les travailleurs d'Orléans savent maintenant que pour eux, la seule solution est la socialisation de la nature, et non seulement des mesures comme une taxe sur les plus-values ou la limitation de la spéculation foncière.

Changer la vie c'est aussi pour chacun le droit aux vacances, au tourisme et plus simplement au repos. Or, sur la Côte Aquitaine, dans le Languedoc-Roussillon, sur la Côte d'Azur, en Bretagne, les promoteurs immobiliers appuyés ou relayés par l'Etat créent de vastes « complexes touristiques » qui ne font que reproduire la densité et l'encombrement de nos villes, dans le seul but de réaliser encore et toujours des profits. Il ne suffit plus de proclamer, comme en 1936, le droit aux vacances, aux loisirs, comme il faut assurer le droit à la culture.

PRODUIRE, POURQUOI ?

La vie n'est pas limitée à « métro-boulot-dodo ». On peut avoir un métro plus rapide, un boulot moins dur, un lit plus confortable, ce sera toujours le même cercle vicieux. Il faut certes obtenir des améliorations dans le cadre du système, mais pour aller ensuite plus loin, pour pouvoir vivre autrement.

Lors de son prochain Congrès, le PSU cherchera à répondre à la question « Produire, pourquoi ? » à partir de toutes les luttes qui ont pris un nouveau départ cette année. Ce sera notre manière de répondre aux propositions concrètes contenues dans le programme de gouvernement commun PC-PS.



Y a-t-il encore des bagnes d'enfants ? Quel est, aujourd'hui, le sort de l'enfant placé ? Comment fut-il traité autrefois ? Un bilan est dressé, qui aide à voir dans quelles directions il importe d'agir.

BON DE COMMANDE

à retourner à Information 2000
25, rue Clauzel, 75 - Paris (9^e)
Veuillez m'envoyer par retour

- MIEUX QUE LA PILULE 16,30 F
- L'ENFANT PLACE 22,00 F

Vous trouverez ci-joint mon règlement de : sous forme d'un chèque à l'ordre de Information 2000.

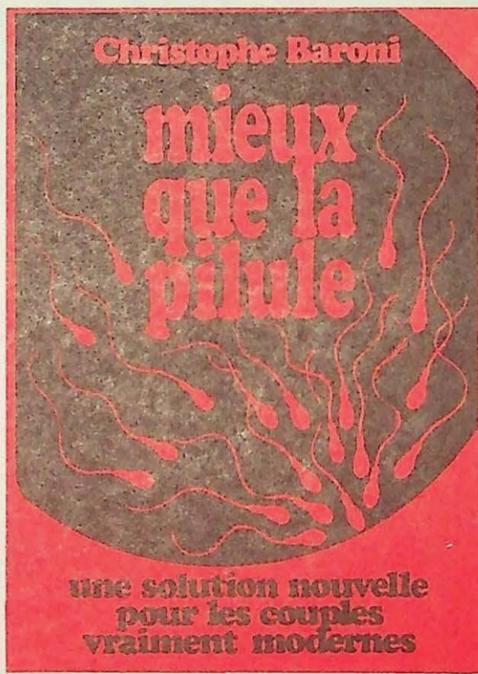
NOM

PRENOM

ADRESSE

.....

.....



Limiter les naissances est devenu une urgente nécessité dans tous les pays du monde. Encore faut-il trouver des moyens à la fois efficaces, sans danger pour la santé, et favorables à l'harmonie sexuelle du couple.

Dans son nouveau livre, *Mieux que la pilule*, Christophe Baroni examine tous les problèmes relatifs à la vasectomie, petite opération très simple, qui stérilise l'homme, sans aucunement nuire à ses capacités viriles.

Cette solution gagne rapidement du terrain, non seulement aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, mais en Suisse. Ce livre vient à son heure.

Comment se pratique la vasectomie, pourquoi beaucoup d'hommes la redoutent ?

La portée réelle de l'accord

POUR la première fois depuis 1945 le Parti socialiste et le Parti communiste français ont signé un accord de Gouvernement. Ce texte relativement détaillé n'est assorti que d'une seule affirmation de divergence. Il est vrai qu'elle est de taille puisqu'il s'agit de l'autogestion et que ce désaccord montre à quel point

ce programme n'a pas réellement la prétention d'ouvrir une transition au socialisme. Mais sur l'essentiel de son contenu ce programme représente un engagement commun.

C'est donc là un événement important qui ne peut laisser indifférente aucune des forces qui luttent pour le socialisme.

Signification politique de l'accord

Cet accord doit être analysé d'un double point de vue. D'une part dans son contenu : quelle est la validité des objectifs ; quelle est leur capacité à permettre une transition au socialisme qu'il se propose de réaliser ? D'autre part dans la façon dont il sera perçu par les travailleurs et par la bourgeoisie. Ce second aspect est important car il s'agit de savoir si un tel programme peut susciter ou non un mouvement social d'une ampleur telle que la perspective d'un renversement du pouvoir ouvre la voie non à un simple changement d'équipe gouvernementale, mais à une réelle transformation des rapports sociaux et de la nature du pouvoir.

Les premières réactions dans les rangs de la bourgeoisie montrent bien la crainte que l'accord puisse faciliter une dynamique politique et sociale qui s'attaquerait directement au régime. Il y a aussi un curieux décalage entre le contenu réel de ce programme qui prend bien soin d'éviter au maximum la question du socialisme, et l'espoir qu'il peut susciter chez un grand nombre de travailleurs face aux craintes et aux divisions de la majorité actuelle.

Ce décalage est parfaitement compréhensible : l'accord intervient

après 14 ans de pouvoir insolent de la grande bourgeoisie. Il offre une perspective de changement politique qui ne peut laisser indifférents l'ensemble des travailleurs qui subissent quotidiennement l'exploitation du système et la domination du régime. Il établit un accord entre les deux principaux partis de la gauche française et semble indiquer ainsi un refus de la part du Parti socialiste de renouer avec une quelconque stratégie de troisième force. Enfin le fait que les deux formations aient dépassé le stade d'un simple accord électoral pour élaborer un accord de gouvernement donne une plus grande crédibilité à une union que les travailleurs avaient pris l'habitude de voir voler en éclats une fois passées les échéances électorales.

Il reste que ce programme commun ne peut, comme il le prétend dans son préambule « ouvrir la voie au socialisme ». Plusieurs éléments le montrent : tout d'abord il est en deçà de la plupart des objectifs qui ont été mis en avant dans les luttes récentes de ces derniers mois et particulièrement dans les entreprises, chez les paysans, dans l'école et dans le secteur du cadre de vie et les divers mouvements féminins.

Analyse des différents points d'accords

Si l'on regarde plus précisément les différents chapitres de l'accord, on s'aperçoit que le premier prend en compte les principales revendications syndicales avancées ces derniers temps : 1.000 F minimum, revalorisation accélérée du S.M.I.C., retraite à 60 ans, protection contre le chômage, etc. La satisfaction de ces revendications permettrait indéniablement aux travailleurs de vivre mieux. Elle ne changerait pas leur vie. Il faudrait pour cela s'attaquer aux racines de leur exploitation, leur donner à eux-mêmes le moyen de lutter contre les oppressions qu'ils ressentent dans toute leur vie : leur santé, leur formation, leur logement, leurs loisirs, leur information, leur cadre de vie. A ces questions, de la façon la plus succincte et la plus imprécise le gouvernement P.C.-P.S., si l'on en croit l'accord du 27 Juin, se contenterait de rappeler quelques principes et d'aider les plus malheureux. Il ne créerait pas les conditions d'une nouvelle organisation sociale, et l'on se demande bien aussi par quel miracle pourrait s'ouvrir la voie au socialisme !

Le texte fait un inventaire extrêmement détaillé des revendications syndicales quantitatives et de certaines améliorations possibles du droit syndical. Mais il est clair à sa lecture qu'il n'apporte aucun changement fondamental à la manière dont seront prises les décisions, au fait que chaque individu restera sa vie durant soumis à des décisions toujours prises de manière centrale.

Dans la mesure même où ce texte élude toute référence au socialisme, il est l'expression d'une centralisation étatique largement aggravée. Les quelques mesures intéressantes les collectivités territoriales seront impuissantes à endiguer l'énorme accroissement de pouvoirs d'une puissance publique centrale encore plus intervenante et plus omnipotente que ne l'est déjà le régime actuel.

En ce qui concerne le travail lui-même, certaines revendications portées pourtant par d'importantes luttes de classe, ont été passées sous silence.

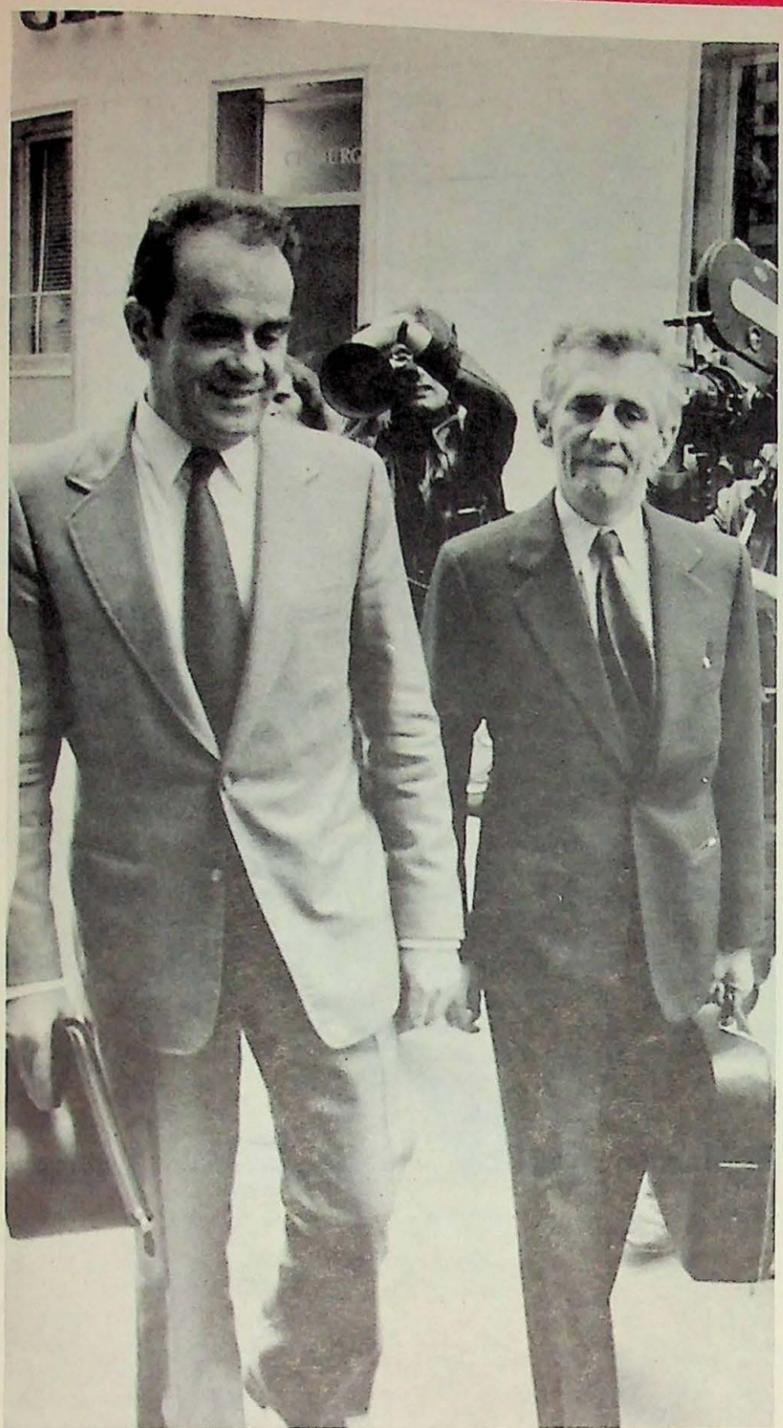


C'est le cas en ce qui concerne la hiérarchie des salaires et revenus par exemple. La plupart des luttes de cette année nous ont montré que lorsque les travailleurs en ont assez de l'injustice, ils engagent la bataille dans l'unité pour des hausses de salaires uniformes et non hiérarchisées. Cette revendication est aujourd'hui dominante dans la classe ouvrière.

Mais le P.C. et le P.S. sont divisés à ce sujet et c'est pourquoi le texte, parce qu'il est le produit d'une négociation de sommet, ne le reprend pas. Il en va de même de l'autogestion qui caractérise aujourd'hui la volonté des travailleurs de prendre eux-mêmes en main leurs affaires, aussi bien dans la production qu'en qualité d'utilisateurs d'équipements collectifs, de trans-



François Mitterrand et Georges Marchais. (Photo A.G.I.P.)



AGIP

ports, etc. Cette espérance qui a marqué tout le mouvement de Mai 1968 n'est pas non plus reprise en compte dans l'accord. Il ne s'agit là que d'exemples et il en existe beaucoup d'autres.

Finalement, la pièce maîtresse du système repose sur les nationalisations. Elles sont nombreuses, précises, programmées. Elles constituent un vaste secteur public qui fait seul l'objet d'un effort de « gestion démocratique ». En effet « le changement des formes juridiques de la propriété doit permettre aux travailleurs d'accéder effectivement aux responsabilités ». L'interprétation de ce texte peut être fort diverse. Elle est précisée un peu avant : ces responsabilités s'exerceront dans le cadre des Conseils d'Administration... Ne peut-on craindre que ce système aboutisse à privilégier un double contrôle : à l'intérieur de l'entreprise par la C.G.T., à l'extérieur par le P.C.F. présent au Gouvernement ? Au contrôle ouvrier se trouverait substitué celui des forces politiques et syndicales qui relèvent de la même stratégie dont on a vu bien souvent, lors des luttes récentes, qu'elle ne favorisait guère la démocratie réelle parmi les travailleurs d'une entreprise.

Ces schémas juridiques, ces plans de nationalisations ne remplacent pas la mobilisation des travailleurs : sans elle, toute tentative de rompre avec le capitalisme sera vouée à l'échec. Or rien ne permet à cette mobilisation de s'exercer, bien au contraire on la soumet aux incidents de séance de petits parlements d'entreprise.

Avec un tel dispositif où les réformes vont trop loin pour qu'il n'y ait pas d'opposition de la part des forces capitalistes et pas assez loin pour assurer la mobilisation des travailleurs, on ne peut s'étonner que des pans entiers du système soient laissés en déshérence : l'aménagement du territoire, l'action régionale et la politique agricole. Dans ce domaine on en reste à une politique d'assistance sous la tutelle des élus, des pouvoirs publics et des collectivités locales. Les paysans ne sont pas considérés comme des travailleurs à part entière : leur travail est à la rigueur protégé, mais le contrôle ne leur en est pas donné. Ils restent des chômeurs en sursis.

L'Etat, aux termes de l'accord, est appelé à jouer un rôle déterminant.

C'est pourquoi il fallait en garantir et en préciser les institutions. La

garantie des libertés est un point important, bien que la restriction sur les violences puisse conduire à d'intolérables abus de pouvoir. Si les règles énoncées étaient appliquées dans les pays de l'Est, il n'est pas douteux que la répression y serait moins forte et que des mouvements populaires et révolutionnaires pourraient enfin s'y développer, à la différence de ce qui se passe aujourd'hui en Tchécoslovaquie. Le régime parlementaire — dont on peut se demander pourtant, par expérience, s'il suffit à garantir l'exercice de la démocratie — est consolidé. Le contrat de législation, à cet égard, peut être un élément habile et intéressant. Néanmoins, on croit rêver quand quelques lignes plus loin on s'aperçoit que la même Assemblée pourra élire, une fois le contrat rompu, un nouveau gouvernement avec une majorité de rechange : la IV^e République n'est pas morte !

Telle est bien l'ambiguïté de tout système de « démocratie avancée », d'une démocratie qui ne s'inscrit pas dans une perspective socialiste. Il assure aux forces capitalistes les moyens d'un retour en force par le biais de compromis compliqués, loin des travailleurs qui sont pourtant les seuls à pouvoir s'opposer efficacement aux manœuvres de la bourgeoisie. Il en est de même sur le plan international : en se refusant à prendre l'offensive pour une Europe des travailleurs, le gouvernement P.C.-P.S. serait réduit à s'inscrire d'une manière ou d'une autre dans les institutions européennes actuelles et dans la politique de profit qu'elles véhiculent. Il ne suffit pas

de mesures utiles et progressistes à l'égard des T.O.M., D.O.M. ou des pays africains ou malgaches, il faut encore pouvoir garantir un avenir socialiste en Europe même. Il est bien beau d'écrire que « dans le cadre de ses tâches de défense nationale, le gouvernement définira une stratégie militaire permettant de faire face à tout agresseur éventuel quel qu'il soit ».

L'expérience prouve que lorsqu'on met en place un gouvernement effectivement anti-capitaliste, ses agresseurs éventuels se désignent facilement eux-mêmes. Il faut alors disposer non seulement d'une force armée, mais d'une conviction politique internationale capable de mobiliser les travailleurs dans d'autres pays, et en particulier dans ceux où ils mènent un combat analogue contre des forces analogues.

De telles incertitudes ne sont pas étonnantes. Elles tiennent à la nature même de l'accord. En se mettant d'emblée à un niveau gouvernemental, en se posant en termes de « succession », à l'égard du pouvoir actuel, le P.C. et le P.S. reçoivent l'un et l'autre une plus grande crédibilité électorale. Après 14 ans de gaullisme, les travailleurs en ont assez. Ils aspirent à un changement, à une modification radicale des conditions de leur avenir. Mais, si l'on considère les axes de cet accord, ses lignes de force, on s'aperçoit qu'une déception bien plus grande les attendrait demain, en cas de victoire électorale de la coalition P.C.-P.S., si l'on devait alors s'en tenir aux termes de l'accord du 27 Juin.

L'accord du 27 juin n'ouvre pas la voie au socialisme

Le P.S.U. est conscient des enjeux historiques qui concernent aujourd'hui la classe ouvrière française.

Il soutiendra la volonté de changement qui apparaît chez des travailleurs de plus en plus nombreux à ne plus vouloir supporter l'insupportable. Il consacrera la même énergie à faire en sorte que leur volonté ne soit pas trahie : c'est pourquoi une force politique révolutionnaire est plus que jamais nécessaire aujourd'hui ; le P.S.U. jouera le rôle qui lui revient en fonction de l'engagement de ses militants sur les terrains essentiels de la lutte de classe. Il le jouera dans les luttes sociales comme dans les luttes politiques et notamment électorales. Mais il est conscient que seule la mobilisation des jeunes et des travailleurs, dans leurs entreprises et leurs quartiers, peut ouvrir la perspective d'un avenir socialiste. Les conflits qui se développeront inéluctablement à l'automne prochain doivent rendre possible cette mobilisation.

C'est alors qu'on pourra juger de la signification réelle de l'accord du 27 Juin.

Tel qu'il est, aujourd'hui, cet accord porte en lui-même ses propres contradictions. Il prétend permettre l'instauration d'« une nouvelle logique de la croissance au service du plus grand nombre ». Et pourtant il ne définit aucune priorité, il s'inscrit en dehors du temps. Un gouvernement peut être jugé par

les premières mesures qu'il prend : qu'elles seraient celles d'un gouvernement P.C.-P.S. ? On peut tout dire, mais non tout faire en même temps. Finalement ce n'est pas dans les différents thèmes de programme qu'il faut rechercher la cohérence, c'est dans la force politique qui sous-tend l'ensemble et il faut bien reconnaître que c'est pour l'essentiel celle du P.C.F. On ne peut alors s'étonner d'y retrouver des choix économiques et sociaux qui ne suffisent pas à créer une rupture à l'égard de la logique du développement capitaliste.

Si l'on veut réellement instaurer une autre logique, il faut s'en donner les armes, et parmi celles-ci l'autogestion — malgré l'insuffisance des approches qui en sont faites aujourd'hui — constitue un élément déterminant. Il faut répondre aux questions que les travailleurs se posent sur la finalité même de leur travail : produire pourquoi ? — La croissance pourquoi ? — Si l'objectif est de rivaliser avec la capacité de production des Etats-Unis, on peut s'inquiéter des « retombées » d'un tel système. C'est un nouveau mode de vie, de nouveaux rapports sociaux qu'il faut inventer aujourd'hui : c'est à ce niveau que la crise du capitalisme atteint son comble, c'est là qu'il faut l'attaquer. Un accord de gouvernement entre le P.C. et le P.S. peut changer les choses dans le combat politique : il ne crée pas en lui-même les conditions de la victoire du socialisme.

Bilan et signification des luttes ouvrières

VOULOIR faire le bilan des luttes ouvrières depuis un an serait un exercice fastidieux et incomplet si on analysait toutes les luttes (beaucoup seraient oubliées dans une énumération). Cet exercice serait assez vain si l'on se contentait de dire que les luttes montent, se radicalisent et qu'au bout du compte se trouve la prise du pouvoir par la classe ouvrière et ses alliés.

Ces derniers mois ont été marqués par une grande combativité ouvrière dont il faut tirer quelques leçons et voir aussi bien les faiblesses que la pointe de rupture qu'elles peuvent entraîner pour l'ensemble du système politique et économique.

Après Mai-Juin 68 et jusqu'en 70, la plupart des grèves et des luttes ouvrières étaient soit la continuation de mouvements traditionnels, soit des Mai 68 à retardement pour de nombreuses boîtes de province qui avaient plutôt suivi ou subi ce mouvement. Depuis plus d'un an il se passe autre chose (malgré la tradition des mouvements comme les 7 et 23 Juin). Et c'est cela qui est important pour envisager la prise du pouvoir révolutionnaire en France.

Quelles luttes ?

Le point de départ est la revendication sur les salaires et les conditions de travail

- Les salaires. De tous côtés apparaît le refus d'augmentations hiérarchisées et la réclamation d'une hausse égale pour tous.

La revendication égalitaire correspond en fait à une révolte contre la hiérarchie et l'autorité que l'on n'attaque pas de front mais qui est ressentie d'une manière insupportable. (Kléber-Colombe, Le Joint, Neyrpic...).

- L'amélioration des conditions de travail et la réduction du temps de travail (Renault-Le Mans - Evian - Zig Zag, Thonon...). Plus que les hausses de salaire, ces revendications remettent en cause l'organisation de l'entreprise, l'autorité absolue du patron, la base même de l'organisation de la société.

A travers ces revendications s'exprime un phénomène de ras-le-bol, qui n'est pas politique consciemment, mais qui attaque le pouvoir dans l'entreprise, qui exprime en revendications concrètes une impossibilité de vivre dans le système actuel.

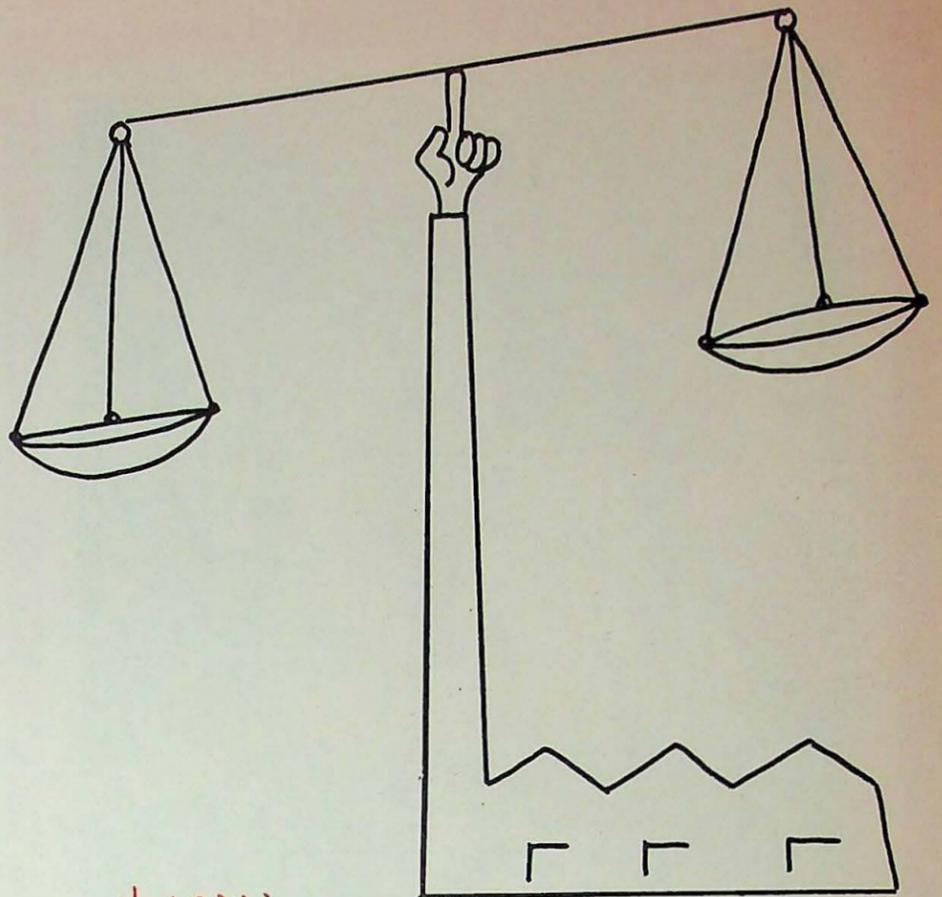
Ces luttes sont menées le plus souvent par la base, appuyée, mais pas toujours, par les syndicats. On n'en est plus à l'époque des grèves presse-bouton. Mais le combat est plus vaste et plus efficace quand les syndicats sont unis sous la pression des travailleurs que quand il y a division (la C.G.T. cherchant à bloquer un certain nombre de conflits sous prétexte d'aventurisme).

Quand il y a unité, elle ne se fait pas sur le plus petit dénominateur commun entre les syndicats, sauf pour les actions nationales traditionnelles, mais sur une véritable stratégie imposée par les travailleurs. Il faut constater dans ces luttes de masse l'apparition de nouvelles couches peu concernées par le combat ouvrier traditionnel et qui, souvent découvrent l'action avec enthousiasme : immigrés, femmes, jeunes qui ne peuvent plus supporter leur exploitation et qui, sans faire de choix très clair, posent leur problème sur le terrain politique (Penarroya, Nouvelles Galeries...).

Ces conflits sont longs et durs. Partout les grèves durent plusieurs semaines ou plusieurs mois (Penarroya, Brégille, Joint Français, Nouvelles Galeries, Girosteel, animateurs de foyer des Lads à Maisons-Laffitte...). La meilleure preuve est que la presse ne parle d'une grève — sauf si elle a une importance nationale — que plusieurs semaines, voire un mois après le début du conflit.

Des conflits, donc également de plus en plus d'occupations, des séquestrations parfois, intervention de la police. Il ne s'agit pas de cas isolés, mais chaque mouvement qui démarre s'organise en ce sens.

Le rôle de l'occupation dans l'animation du mouvement est très im-



BAROU

portant. Elle favorise la tenue d'assemblées de travailleurs et l'exercice de la démocratie ouvrière. Mais souvent quelle difficulté au moment de la reprise du travail à rentrer dans le moule traditionnel après des semaines de débats et d'élaboration de projets en toute liberté !

Il faut noter aussi que de plus en

plus des militants constituent des comités de soutien aux travailleurs avec un double but de populariser la lutte vers l'extérieur et de développer le soutien matériel. Ceux-ci ne sont pas toujours sans ambiguïté quant à leur contrôle et à la direction de la lutte. Mais dans l'ensemble leur rôle a été efficace. Souvent ils ont constitué un des éléments de succès d'un mouvement, la grève étant devenue une action plus globale.

Ne voit-on pas à travers le lien travailleurs en lutte - comités de soutien, se dessiner la future relation d'autogestion au niveau de la commune où l'autogestion doit déborder, casser le cadre limité de l'entreprise pour être posée en termes plus larges et plus globaux.

Leur sens

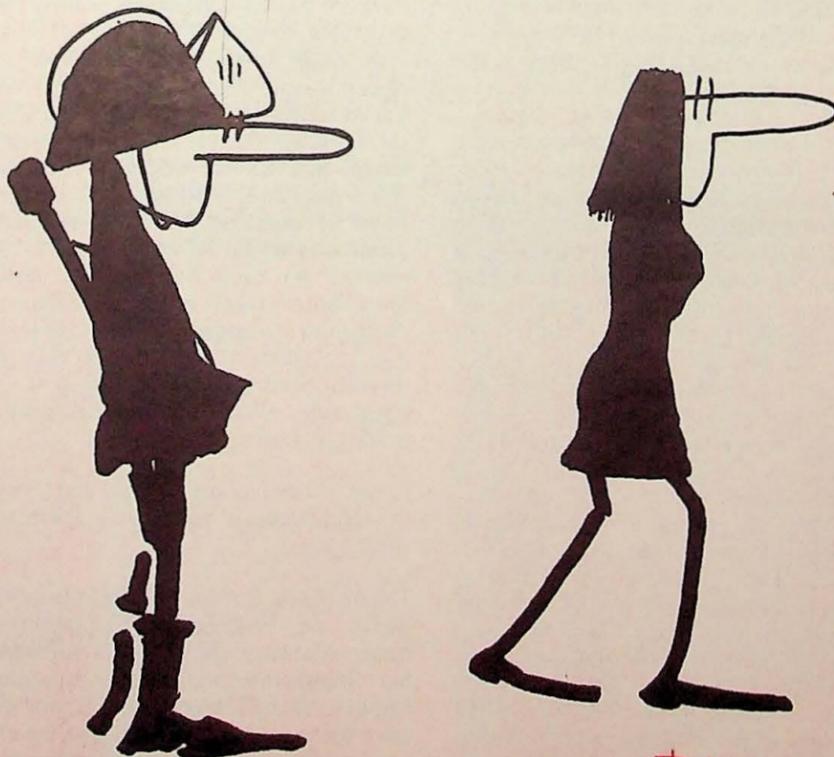
Il faut nous demander quelle est la signification de ces luttes remettant en cause l'autorité patronale, le système hiérarchique, l'organisation du travail et qui débouchent sur une prise de conscience assez claire du rôle du patronat, de l'Etat et sur une volonté de changer de vie et de système social.

Quelles leçons le P.S.U. doit-il en tirer pour le développement d'une stratégie ouvrière et une analyse de la prise du pouvoir ?

Il est certain que la radicalisation et le durcissement des luttes va se poursuivre. Bien sûr il n'est pas possible de jouer à Mme Soleil et de prédire comment se passera l'été, quel sera le climat social à la rentrée (on peut toutefois prévoir une grande offensive de la C.G.T.), mais ce type d'action est inhérent au développement du capitalisme qui se défend brutalement (même les patrons les plus « dialoguistes » n'hésitent pas à utiliser la force, quand ils n'ont pas raison dans la discussion.) (cf. Riboud à Evian).

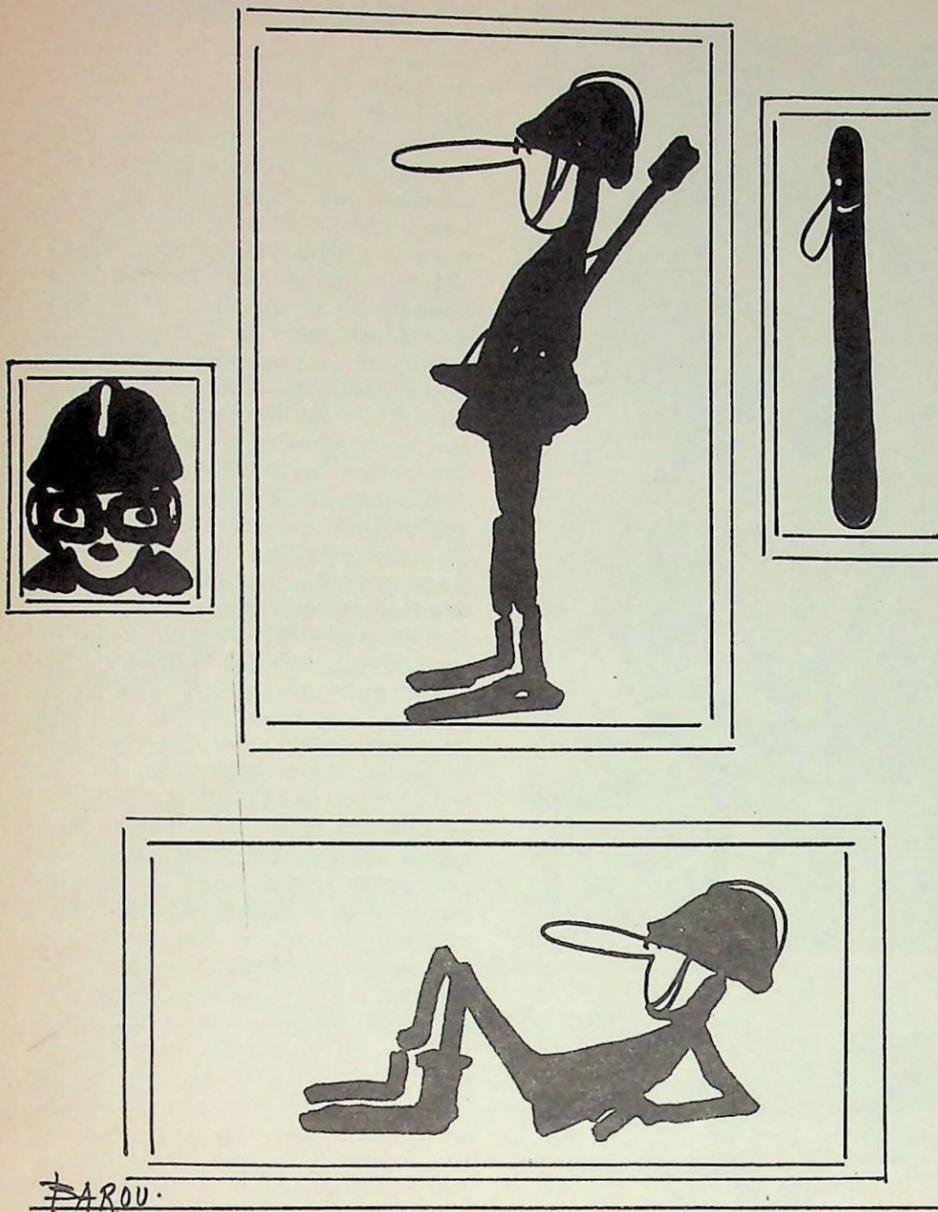
Et les conflits récents montrent

T'as qu'à m'épouser !
avec ce que je gagne
t'auras plus besoin
de travailler aux
Nouvelles Galeries !



BAROU

"NOUVELLES galeries" d'art de Thionville.



BAROU.

que l'affrontement de classe se termine par une victoire ou un échec mais rarement par un compromis boiteux où tout le monde trouve satisfaction.

Sur le terrain, on a vu s'affronter les stratégies réformistes et révolutionnaires même si cela n'apparaissait pas toujours clairement aux yeux de tous les travailleurs.

Ceci va se traduire par la crédibilité et l'impact qu'aura l'accord unitaire P.C.-P.S. Celui-ci outre la mécanique de l'unité (et l'on peut faire confiance aux deux partis pour faire jouer les grandes orgues) n'apparaîtra que comme un moindre mal face à un gouvernement conservateur et en l'absence de propositions politiques crédibles par les travailleurs de la part du mouvement révolutionnaire.

Mais cet accord ne soulève pas et ne soulèvera pas beaucoup l'enthousiasme de ceux qui ont vécu sur le terrain les luttes ouvrières depuis un an.

On peut se demander en faisant l'analyse de ces luttes si les O.S., les immigrés, les femmes, les jeunes... ne constituent pas la nouvelle avant-garde de la classe ouvrière, le nouveau ferment révolutionnaire de cette classe parce qu'étant les plus exploités, ils n'ont rien à perdre.

Un parti révolutionnaire comme le P.S.U. doit effectivement développer le débat sur ce problème. Mais nous devons éviter de nous laisser enfermer dans cette alternative : les O.S. et couches assimilées d'un côté, les travailleurs qualifiés et techniciens de l'autre. Il n'y a

pas longtemps encore, il était de bon ton dans le parti de dire que les O.P. constituaient de par leur prise de conscience l'avant-garde de la classe ouvrière.

En fait la question se pose de savoir si la capacité révolutionnaire est le fait de toute la classe ouvrière ou d'une partie de celle-ci ? Peut-on parler des O.S. ou des O.P. comme « des ouvriers de l'avenir » ou ne faut-il pas plutôt étudier la classe ouvrière de la France de 1972 dans son évolution et son unité ?

Car la division de la classe ouvrière est le produit du développement capitaliste. Le développement des forces productives tend à augmenter la qualification de la force de travail, mais la lutte contre la baisse du taux de profit conduit à dévaloriser la force de travail. Les capitalistes cherchent également à diviser au maximum la classe ouvrière pour l'empêcher de se vivre en tant que classe.

Ces divisions, les militants du P.S.U. qui ont été nombreux au centre des luttes ouvrières cette année, les ont perçues. La Conférence nationale ouvrière que le parti va réunir à l'automne analysera ces expériences vécues. Sous leur éclairage, elle cherchera à faire progresser toutes les propositions (autogestion, contrôle ouvrier, liaison paysans-ouvriers) dont le P.S.U. est à l'origine et qui peuvent permettre d'offrir une alternative populaire au régime du capital.

Georges Contantin ■

Le scandale permanent

PEUT-ETRE, parce qu'elle dure depuis 1945, après une interruption relative de quelques années (1954-60), la guerre du Vietnam fait-elle partie des choses courantes de la vie... Elle appartient à ces « scandales inévitables » dont il ne faut pas rebattre les délicates oreilles des auditeurs, ni ennuyer le téléspectateur — comme le prouve un récent sondage, qui « a assez qu'on lui parle de tout ça... » Il fut un temps où cette guerre, française avant d'être américaine, chatouillait désagréablement la conscience de nos humanistes. Et qu'allions-nous faire dans cette galère ? Que se passait-il derrière la haie de bambou du village « viet » ? Le drapeau d'Occident dans les plis duquel pleurait un Christ tricolore, et qui devait soi-disant flotter au vent de la Liberté ne parvenait point à couvrir la dignité de vivre d'un peuple dont on apprenait soudain qu'il avait 4000 ans d'histoire et qu'il s'en souvenait... ni à étouffer les murmures des torturés, et le trafic de la piastre, celui de l'opium, et la prostitution si florissante sur les pavés tropicaux de notre civilisation. Nos humanistes s'en émurent alors. Il y eut des protestations et même une solidarité dans la lutte unissant le non à la guerre des travailleurs de France au non au colonialisme du peuple vietnamien.

Le temps des mille Oradour

Il fut un temps où cette guerre était (est toujours) américaine, et, enveloppés dans les plis du drapeau d'Occident (avec le même Christ en pleurs derrière lequel se profilait le visage constellé d'étoiles du Cardinal Spellmann), près de 50.000 « Yankee » revinrent pour, à jamais, dormir sur une terre qu'ils n'auraient dû quitter. C'était le temps, et dans le même temps, de la « guerre spéciale » des conseillers, de la guerre générale avec intervention des troupes terrestres, puis des premiers bombardements sur le Nord, puis des raids de terreur sur les populations ; puis le temps des coups d'Etat à Saïgon, Vientiane, Phnom Penh ; et c'était encore le temps du sac des villages, de mille capitaines Médina, des cents, des mille Oradours vietnamiens ; le temps des « villes qu'on rase pour les sauver » ; le temps des grandes

promesses — qui pourraient être tenues, « ramener le Vietnam à l'âge de la pierre » (Général Le May) ; le temps grinçant des « cages à tigres » où sont enfermés les patriotes qui refusaient le temps des dictateurs et des fantoches... Et debout, face à l'entreprise de destruction la plus gigantesque de tous les temps, pliant parfois, debout toujours : un peuple : le Vietnam. Et contre lui, ligüées dans une coalition ubuesque, les forces de la bêtise et de l'intelligence pervertie, savants et tortionnaires cerveau dans la main pour « penser » et appliquer la « pacification », la « défoliation », l'écocide, l'infanticide et le génocide. Voici revenu le temps des assassins !... Nous n'avons même pas, et l'Amérique depuis la publication des dossiers du Pentagone, n'a même plus l'excuse de l'ignorance. Bien au contraire, nous savons que cette guerre fut déclenchée, dirigée par l'impérialisme occidental contre un peuple de paysans, un des plus pauvres du monde et qui a bâti, ses « richesses » et son socialisme pierre sur pierre, gagnant sur la mer ce que la terre ne pouvait lui offrir. Or il suffit aujourd'hui, d'une ou de deux bombes, pour défaire ce que des milliers et des milliers de mains ont fait ; pour détruire le façonnement de mille et mille heures de travail. « Nous détruisons ce qu'il y a de vital dans ce pays » a récemment déclaré un officier supérieur de l'aviation américaine. « La guerre du peuple est invincible », dites-vous Camarades ! Assurément ! Mais s'il n'y avait plus de peuple ! Si, demain, les digues rompaient sous les coups assésés par l'aviation U.S., il n'y aurait plus pendant longtemps au Vietnam de pays...

Un monstre d'irréalité

Décidément, la guerre du Vietnam a fini par enfanter un monstre non seulement d'horreur mais d'irréalité. Elle relève de la science-fiction. Elle accumule en elle tous les scandales — de la morale, de l'intelligence voire de l'engagement politique — et de manière si claire que nous sommes en droit de nous demander sur quelle planète vivent les Vietnamiens ? Quelle est cette terre où 1 personne sur 35 a été

➔ suite de
la page 11

tuée, 1 sur 15 blessée, 1 sur 6 réfugiée ? Quelle est cette terre de 26 millions de cratères, et où, sur une grande surface toute vie s'est retirée, où il a été déversé 45 millions de kg d'herbicides et de produits chimiques de toutes sortes ? Quel paysage où tout paysage est presque absent sur la ligne d'horizon, et où dans des souterrains sans cesse plus profonds un peuple tente de vivre ? Honte à vous, honte à nous hommes d'Occident qui disertons sur la pollution et l'environnement ou sur le sexe politique des anges et honte à vous, jeunes Américains perdus, égarés dans vos retrouvailles avec le Christ quand, sur une parcelle de la terre, des hommes, un peuple sont menacés de mort.

Mais l'irréalité est-elle vietnamienne ? N'est-elle pas au contraire nôtre ? Comment a-t-on pu, à part quelques murmures (à part la Suède) laisser sans tressaillir de colère, sans révolte, Nixon s'exprimer, trémolos de voix à l'appui, sur « les murailles de Chine qu'il faut abattre » — et quand les digues seront arasées, l'image n'en serait que plus belle, sur « les Natacha soviétiques... », alors que quotidiennement les Natacha vietnamiennes meurent recroquevillées dans la terre, percées de la tête aux pieds par les billes fraternelles de Nixon ! Tout le bataclan moral, et comme cela ne suffisait pas, voici notre radio et notre télévision, donnant la parole à toute la fripouille colonialiste, répétant depuis quelque temps, avec une insistance inquiétante, et sans qu'il y ait la moindre protestation, que je sache, que « si Podgorny va à Hanoi », et « Kissinger à Pékin », c'est pour « obliger Hanoi à faire... des propositions sérieuses ». Et vive le « discours de Phnom-Penh » !

Etonnez-vous après cela de la réaction du brave Smith ou de l'heureux M. Dupont ! « Tout ceci est malheureux, mais si les Vietnamiens n'avaient pas commencé ». Combien de fois n'avons-nous pas en-



A Banh Co. (Photo A.F.P.)

tendu cette phrase ? Car les Vietnamiens ont commencé ! Pensez donc, ils ont eu l'idée saugrenue, comme les Insurgents américains, les soldats de 93, les résistants français d'hier, de se battre pour fonder librement leur destin ! Ainsi est innocenté feu Foster Dulles qui, avant que l'encre des accords de Genève ne fût sèche, les bafouait déjà ! Innocents les Calley, les Médina, les 500.000 soldats américains qui n'ont jamais « commencé » aucune guerre ; il n'y aurait aucune guerre au Vietnam s'il n'y avait pas ces damnés Vietnamiens ! Si Dupont ou Smith admet cette logique, pourquoi n'irait-il pas jusqu'au bout de sa logique, en admettant que seuls ont le droit de « commencer », de tuer, de punir et... de coexister, les peuples grands et forts. Et vive le « bon air » pour les peuples nantis !

Etonnez-vous après cela, braves bourgeois, de la révolte de vos



Un blessé rentrant de Quang Tri. (Photo A.F.P.)

enfants, et vous hommes-de-gauche, des réactions du gauchisme, de l'anarchisme désespéré d'un Bader, et de l'arrogance du fascisme d'Ordre nouveau ! Dans la République coloniale nous étions distingués par notre refus du scandale et notre croyance en la lutte de libération des peuples ; dans une France décolonisée, serions-nous remarqués par notre impuissance à réaliser matériellement et politiquement la plus élémentaire des solidarités, notre devoir internationaliste ?

Certes, ces remarques peuvent paraître à nos militants injustes. Mais la question n'est plus de savoir si notre soutien à la lutte des peuples indochinois est suffisant ; elle est de déterminer ce qu'il nous reste à faire pour faire plus. Ce soutien, il est d'abord politique et l'action doit être multiforme :

1. L'information est la première exi-

Forums à la suédoise

gence de l'action militante et elle doit s'adapter au niveau de conscience du plus large public. Faire connaître en termes simples, preuves à l'appui, et sous forme de réponses à un questionnaire, l'essentiel des problèmes indochinois et vietnamien en particulier, et dans le même temps faire connaître et expliquer les positions actuelles de nos camarades d'Indochine (Plans du G.R.P., du Pathet-Lao, du F.U.N.K.). La tâche première est donc de former les militants à ce type d'information. Si nous insistons sur cet aspect de la question, c'est qu'en fin de compte il dicte la conduite politique ; il permet de faire le tri entre ceux qui veulent sincèrement aider les Révolutionnaires indochinois... et les autres. Notre action doit être subordonnée d'une part aux positions de nos camarades indochinois (et non de nous ériger en « donneurs de leçon » ou en « révolutionnaires de salon ») et, d'autre part, notre action doit garder une certaine autonomie de pensée pour dénoncer les agissements des impérialistes, les complicités que Nixon trouve auprès de certains milieux français, l'indifférence d'une certaine gauche à l'égard du drame vietnamien... pour stimuler la solidarité internationaliste, fustiger les positions ambiguës de certaines puissances afin qu'il soit clair que l'on ne peut pas négocier « sur le dos des Vietnamiens ».

2. L'action que nous menons et devons mener est liée aux principes que nous venons d'énoncer... Cette action est du type « guérilla » psychologique pouvant aller du « Forum » à la suédoise au refus d'écouter des Prix Nobel « écocide » en passant par la dénonciation violente d'une information radio-T.V. qui, s'abritant derrière une fausse neutralité, se tait sur les crimes de Nixon, et la diffusion de tracts écrits en plusieurs langues sur nos plages et nos facultés qui, l'été, reçoivent de nombreux auditeurs étrangers. Cette action est du type unitaire sous forme de manifestations de masse ou de meetings de solidarité genre « 6 heures pour l'Indochine »...

Encore 3 mois

Ce soutien est ensuite matériel : ici pas de problème il faut donner, donner, donner, ériger le don en devoir politique, et non en commisération morale. Après tout, la solidarité passe par le chèque qui nous prive de 10 paquets de cigarettes ; par les médicaments qu'envoient nos camarades médecins ; que nos camarades paysans organisent la vente de « cageots » de fraises, de pêches, de melons... pour le Vietnam ; que nos camarades ouvriers impulsent au sein de leurs syndicats l'action de soutien en faveur des camarades vietnamiens dont les usines sont systématiquement détruites par l'avia-

Je veux faire du Vietnam un désert pour y chercher du pétrole



FAROU

tion U.S. ; que nos camarades du B.N. enfin lancent une vigoureuse, mais réaliste campagne de solidarité en faveur des peuples indo-chinois.

Les mois à venir seront décisifs pour le Vietnam. Nous savons que Nixon est un truqueur et que ses « offensives » diplomatiques ne sont là que pour la parade ; mais nous savons aussi que comme Johnson, hier, il ne peut truquer avec la réalité ; il va agir en telle sorte que cette réalité lui soit « favorable » et à cet effet il lance toutes les forces de son aviation, de sa marine et de ses conseillers. Le Vietnamien n'a pas fini d'être martyrisé. C'est ainsi qu'il faut comprendre les paroles de Thieu quand il prétend que dans « 3 mois il remportera la victoire », ce qui, en clair, signifie que Nixon continuera de lui apporter un soutien inconditionnel de 3 mois. Passé ce délai commenceront peut-être... les véritables négociations.

La seule réplique à cette politique « d'Engagement-désengagement », est de refuser d'entrer dans le jeu de Nixon (tout en en faisant une analyse lucide), d'affirmer concrètement notre solidarité internationaliste pour que les peuples du Vietnam, du Cambodge et du Laos puissent décider librement et souverainement, en dehors de toutes pressions, de leurs destinées.

Romain SAINT-SERVAN ■

L'Europe à vendre ou à prendre

LA Grande-Bretagne presque entrée dans la Communauté, un référendum raté, un Pompidou bien embêté, la livre dévaluée, un ministre allemand limogé, des Européens très divisés, un Pompidou très emmerdé, une conférence au sommet reportée, un secrétariat politique torpillé, une conférence préparée sur la sécurité, un Pompidou désespéré.

Voilà à peu près ce que la presse a retenu de ce qui s'est passé en Europe ces derniers mois. En quoi tout cela serait-il plus important pour chacun de nous que la vie privée de Mireille Mathieu ou de Brigitte Bardot ? En quoi ces allées et venues d'hommes d'Etat, ces déclarations fracassantes ou en demi-teintes peuvent-elles changer la vie de tous les jours des travailleurs de ce pays, en quoi cela les

concerne-t-il qu'un secrétariat politique européen se trouve à Paris ou à Bruxelles ?

Four essayer de comprendre un peu quelles sont les forces qui s'opposent et l'enjeu de leur bataille, il faut au contraire enlever tout ce maquillage et ne pas trop s'occuper de cette agitation spectaculaire, mais sans grande importance, que dissimulent les conflits réels.

Il n'y a pas si longtemps que la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne étaient de puissants empires complices pour se partager le reste du monde, et violemment opposés entre eux pour en avoir la meilleure part. Aujourd'hui, elles ne sont plus que des pays de seconde zone, dont les décisions comptent peu dans les affaires mondiales. Cela veut dire que la bourgeoisie qui y est au pouvoir ne représente plus qu'un capitalisme dépassé, en train de passer sous le contrôle des très grandes entreprises multinationales dont la plupart viennent des Etats-Unis, mais dont certaines ont leur origine en Europe (Philips, par exemple, ou Shell).

La crise monétaire

Incapable de résister économiquement, elles n'ont pas d'autre solution, pour conserver leur pouvoir, que d'aller chercher aide et protection auprès des institutions étatiques de chaque pays, ou de créer des institutions plus larges et donc plus puissantes qui leur apportent un soutien plus efficace. Mais c'est un peu la quadrature du cercle : pour les protéger de la concurrence internationale, il faudrait s'opposer à la logique de l'économie de profit, combattre la loi capitaliste qui veut que le plus fort anéantisse le plus faible et le plus défavorisé, c'est-à-dire qu'il faudrait mettre un terme à ce qui fait la base de leur pouvoir et de leur existence.

La crise monétaire actuelle illustre parfaitement cette situation : elle éclate dans un pays qui a dû en quelques années se convertir de l'immense empire britannique en un simple pays membre du Marché commun ; dans un pays dont les structures économiques et sociales sont particulièrement rigides et sclérosées, qui peut le moins résister à la concurrence des très grandes firmes et où les transformations à venir risquent d'aboutir à des ruptures et à des conflits d'une importance considérable.

Incapable d'affronter la concurrence internationale, la Grande-Bretagne laisse « flotter » sa monnaie. Comme Pompidou l'avait fait de son côté, Heath a pris sa décision sans en prévenir les autres gouvernements du Marché commun. Il n'y a vraiment aucune raison de s'entendre avant d'agir : le Marché commun n'est qu'une juxtaposition d'intérêts concurrents où il serait particulièrement dangereux de faire le moindre cadeau au voisin, qui est aussi l'adversaire.

Pour les Six, ou bien ils suivent l'exemple de la Grande-Bretagne, laissent « flotter » leur monnaie, mais alors il ne faut plus parler d'Europe ni de politique commune, c'est chacun pour soi. Ou bien ils

prennent des mesures de contrôle des changes pour freiner l'afflux de dollars et la spéculation qui en résulte.

Laisser flotter, c'est ce que l'Italie voulait faire ; cela aurait fait tout de suite apparaître la faiblesse du dollar et provoqué une crise monétaire internationale grave qui aurait compromis l'ensemble de l'économie capitaliste. Le contrôle des changes, c'est ce que la Suisse commence à mettre en place, mais c'est contraire à la logique de l'économie de profit, et par conséquent c'est un peu une mesure d'auto-asphyxie.

Plutôt que de porter atteinte aux mécanismes de l'économie capitaliste ou de mettre en difficulté le centre du capitalisme mondial que constituent les Etats-Unis, les gouvernements européens ne pouvaient que sacrifier les possibilités d'une politique européenne : l'accord qui a été conclu à Luxembourg le 27 juin dernier prévoit que les monnaies européennes conservent leur parité par rapport au dollar et, pour permettre à la lire italienne de suivre le mouvement, les autres pays de l'Europe des Six absorberont les dollars qu'elle ne peut plus ingurgiter. Les Etats-Unis pourront continuer de financer leur chômage et leur sale guerre au Vietnam en faisant tourner leur planche à billets : le Marché commun est là pour fournir ses produits en échange de dollars dont la valeur est de plus en plus faible. Bien mieux, les firmes américaines pourront même se servir de ces dollars pour acheter des entreprises européennes et contrôler des secteurs d'activité de plus en plus larges dans les dix pays du Marché commun.

En prime, bien évidemment, on aboutit à de sérieux conflits entre partenaires qui n'ont en commun que le désir de faire un grand marché : dans l'accord de Luxembourg, tout le monde a laissé des plumes, mais certains en ont perdu plus que d'autres, et on sent bien que la situation n'est que provisoire et qu'il faudra faire de nouveaux sacrifices. Ce n'est pas très engageant, dans ces conditions, de discuter « au sommet » : on risque d'être un peu amer et de se séparer plutôt froidement. Et pourquoi parler d'un secrétariat politique, alors que précisément, on constate, à chaque instant, qu'il ne peut pas y avoir de « politique européenne » ; il n'y a pas besoin de secrétariat pour dire qu'il faut obéir à la logique du profit : le premier capitaliste venu y suffira.

Il nous lasse

Tout cela remet à sa juste place les savantes combinaisons de la propagande officielle pour qui le grand dessein de Pompidou était de bâtir une Europe indépendante des Etats-Unis aussi bien que de l'U.R.S.S. avec son centre de décision politique à Paris (bien sûr), son centre financier à Londres (c'était avant que la livre « flotte »).

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Numéros disponibles :

- N° 16 - Les travailleurs immigrés.
- N° 17 - Les fondements de l'exploitation capitaliste.
- N° 18-19 - La hiérarchie des salaires.
- N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.
- N° 22-23 - Sur le mouvement politique de masse.
- N° 24-25 - La police dans la lutte de classes.
- N° 26 - Rosa Luxemburg. « Grève de masse, partis et syndicats ».
- N° 27-28 - La crise du système monétaire capitaliste.
- N° 29-30 - Nationalisation et révolution.
- N° 31-32-33 - Les problèmes de l'emploi.
- N° 34-35 - Eléments d'analyse des classes sociales.

Le numéro simple	1 F
Le numéro double	2 F
Le numéro triple	3 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F
à « TRIBUNE SOCIALISTE »
9, rue Borromée - PARIS XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

Ville

N°

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 50 F 6 mois (26 numéros) 26 F

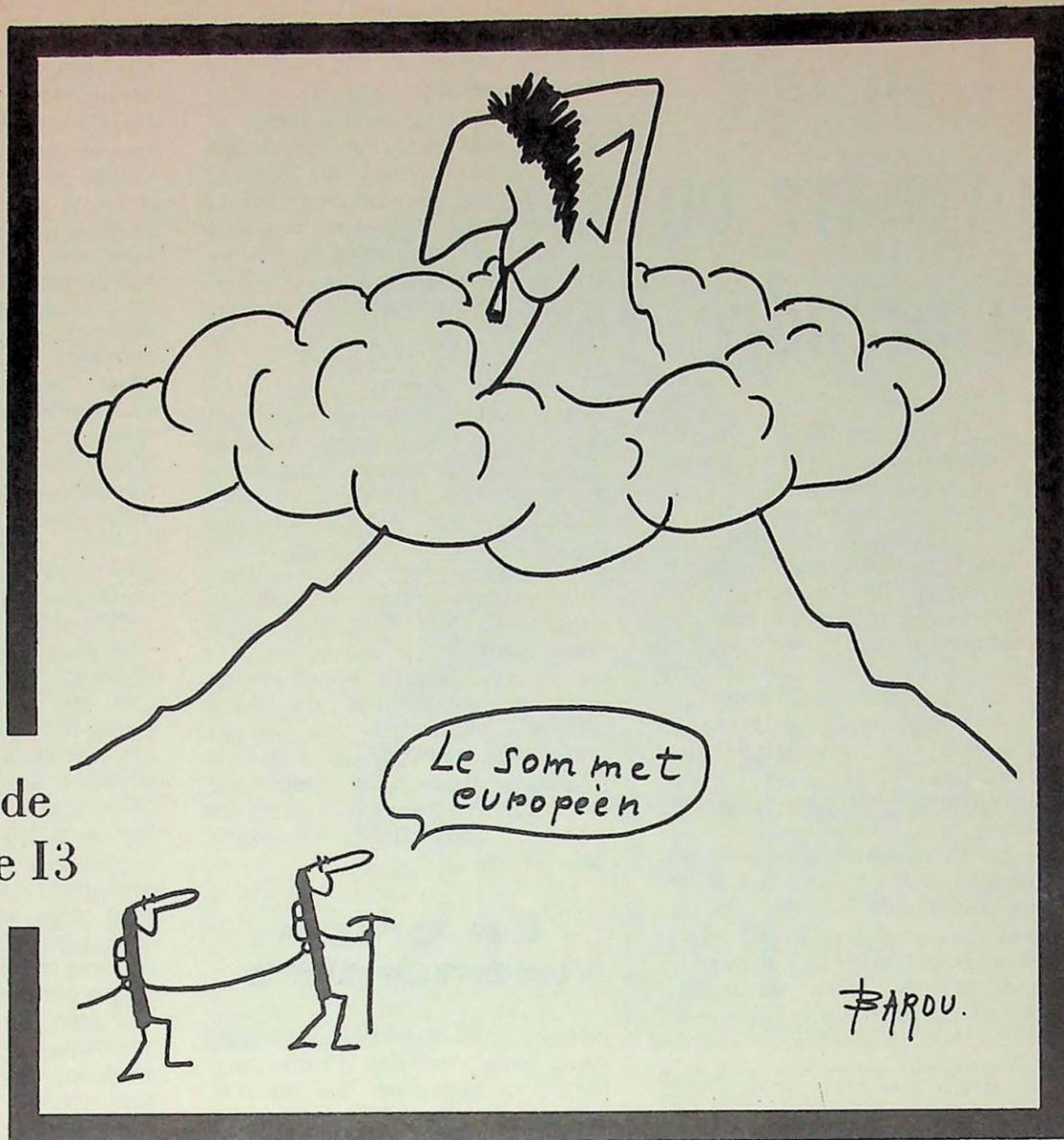
Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »
1 an 6 numéros « C. S. » 52 numéros « T. S. » 74 F

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN vous recevrez le livre « Des militants du P.S.U. » présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65



➔ suite de la page 13

aujourd'hui, il faudrait trouver un autre mouillage), son centre industriel en Allemagne, et bien entendu quelques brouilles pour les autres. Il va finir par lasser même son public, Pompidou : on part pour faire l'Europe de l'Atlantique à l'Oural et finalement, on se contente de remplacer Chaban par Messmer.

Et ce n'est pas qu'il soit plus méchant ou moins doué qu'un autre, au fond ; mais simplement, le capitalisme européen est enfermé dans un cercle vicieux dont il n'a aucun moyen de sortir : ou bien il joue le jeu de l'économie de profit, et il en applique les mécanismes ; il risque alors d'être dévoré par de plus grand que lui : il aura sauvé le capitalisme, mais disparaîtra en tant qu'euro-péen, ou bien il se protège contre l'extérieur par des mesures autoritaires, mais alors il s'asphyxie, s'étiolé, perd sa raison d'être et de surcroît, affaiblit tout le système capitaliste mondial.

Il y a une façon d'échapper à cette contradiction : elle consiste à donner à l'activité des hommes en Europe des objectifs qui soient non pas déterminés par la recherche du profit maximum pour les entreprises les plus puissantes, mais fixés en fonction de choix politiques exercés par les travailleurs eux-mêmes.

Cela, ça s'appelle le socialisme, ça se construit dans les luttes que les travailleurs mènent chaque jour contre le patronat : c'est la seule chance pour que l'Europe existe vraiment un jour, mais c'est aussi la seule chance pour que les hommes qui sont en Europe puissent vivre comme ils l'ont décidé, au lieu d'être écrasés par des mécanismes qu'ils ne contrôlent pas.

Bernard Jaumont. ■

Contre les accords Franco-Portugais

D EPUIS 1966, 15.000 réfractaires portugais (insoumis, déserteurs) entrent en France clandestinement chaque année.

La France et le Portugal par les accords de juillet 71, ont décidé de mettre fin à cette émigration clandestine et de limiter le contingent de travailleurs portugais pouvant rester en France chaque année à 65.000.

Pourquoi cette volonté d'arriver à une véritable planification de l'émigration ?

Quels sont les intérêts en jeu ?

Le gouvernement portugais cherche-t-il à équilibrer le marché intérieur du travail ?

Quels sont les intérêts défendus par la France ? Quelques chiffres montrent que les préoccupations du gouvernement portugais sont essentiellement militaires.

Les besoins de l'armée portugaise font que dès l'âge de seize ans, il est impossible pour les jeunes Portugais de quitter le pays légalement.

En 1967, les émigrés de 17 ans à 23 ans représentaient 21 % du total des émigrés ; en 1970, 29 %, ce qui montre que la tendance à éviter le service militaire, c'est-à-dire de partir aux colonies, est de plus en plus grande.

En partant des données de 1970, 88 634 Portugais sont venus comme travailleurs permanents, sur ces 88 634 il y a 68 994 hommes dont 24 451 de 17 ans à 24 ans, 34 316 de 25 à 40 ans et 9 828 de plus de 40 ans.

Si l'accord était en application, les 24 451 de 17 à 24 ans ne pourraient trouver de travail en France, ainsi que les 9 828 de plus de 40 ans, car l'accord prévoit une limite d'âge.

Où trouver les 65 000 Portugais pour respecter l'accord ? Parmi les travailleurs de 25 ans à 40 ans, ce qui montre que l'équilibre du marché du travail au Portugal sera de plus en plus menacé.

Les préoccupations de recrutement militaire sont bien prioritaires.

Mais les structures économiques peu développées du Portugal ne peuvent soutenir seules cet effort de guerre. Pays lui-même colonisé par les grandes puissances, qui détiennent en fait les richesses de ses colonies africaines, le Portugal bénéficie du soutien militaire direct (vente d'armes), ou indirect (accord franco-portugais) des grandes puissances. C'est pour ces dernières la condition essentielle de la défense de leurs intérêts économiques.

Intérêts français

Les intérêts engagés par la France ne sont pas des moindres : le Commissariat à l'Energie atomique achète la totalité du minerai radioactif du Mozambique ; l'« Air Liquide » a investi 40 millions de francs en Angola, la Compagnie Générale des Pétroles, la Compagnie des Pétroles d'Aquitaine et le Bureau de Recherches géologique et minière prospectent intensément le sous-sol. Ce ne sont là que quelques exemples.

C'est là la démonstration que vouloir supprimer l'émigration clandestine ne conduit en fait qu'à anéantir une des armes des travailleurs portugais contre la guerre coloniale et que la planification de l'immigration est une véritable planification de l'exploitation des travailleurs.

Ceci montre l'importance des luttes que nous devons mener côte à côte avec nos camarades immigrés.

C'est là un des thèmes développé par les militants français et portugais du Comité d'Action Travailleurs Immigrés (C.A.T.I.) lors de la conférence de presse qui s'est déroulée à Toulouse le 22 juin, à la suite d'une conférence-débat sur les problèmes de la guerre coloniale, et d'un grand meeting qui a réuni 5 000 Portugais du sud de la France.

Nous reviendrons sur l'importance des luttes des travailleurs français et des travailleurs portugais contre la guerre coloniale, contre l'impérialisme, contre l'exploitation capitaliste qui doivent être menées en France.

LE ROLE DU P.S.U. LES TEXTES DU CONGRES

L'exemplaire	F 4,00
par 10 exemplaires	F 3,50
par 50 exemplaires	F 3,30

Paiement à la commande à adresser à :

TRIBUNE SOCIALISTE
9, rue Borromée - Paris (15^e)
C.C.P. 58-26-65 Paris

Halte à la croissance

C'est de l'intérieur du plus grand bastion du capitalisme, les Etats-Unis, que vient ce cri d'alarme. Les Editions Fayard publient le rapport de l'Institut de Technologie du Massachusetts (I.T.T.) qui démontre la fin proche du développement capitaliste dans sa forme actuelle. Au bout du compte, la question posée est : Produire, pourquoi ? Pour la vie ou pour la mort ?

Un des livres les plus importants de l'année.

● M.I.T. : « Halte à la croissance ? », Fayard, 26 F.

Sur Reich

Les mois d'été peuvent être l'occasion de s'intéresser à des thèmes ou à des auteurs auxquels on n'a pas le temps de prêter attention pendant l'année.

Tel est sans doute le cas de Wilhelm Reich. La popularité de cet auteur grandit et ses principaux livres sont réédités en toute hâte (« La révolution sexuelle », « Psychologie de masse du fascisme », « La fonction de l'orgasme », etc.). Incontestablement, Reich tient une grande place dans le mouvement qui, à la suite de Freud, a tenté de sortir les problèmes sexuels de la censure et de l'ignorance sociales.

Pour les militants politiques, le livre le plus fécond de Reich est peut-être « Psychologie de masse du fascisme », un livre percutant sur l'incapacité des marxistes à mesurer l'importance des canaux psychologiques par lesquels l'idéologie religieuse, bourgeoise ou fasciste, suivant les lieux et les époques, influence les masses populaires.

Mais pour celui qui veut avoir en peu de pages et dans un langage clair une bonne analyse de l'œuvre complète de Reich, le petit livre de J.-M. Palmier est remarquable. Marxisme et psychanalyse, l'origine sociale du refolement sexuel, la théorie de l'orgasme, tels sont quelques-uns des thèmes traités par Palmier. L'essentiel de Reich est là.

● J.-M. Palmier : « Wilhelm Reich », 10-18, 190 pages.

Nos enfants que vous assassinez

Saigon, septembre 1963. Un bonze s'arrose d'essence et craque une allumette. Mme Nhu, femme du chef de la police du régime Diem, commente, le lendemain : « Si les bouddhistes veulent faire des barbecues avec leurs moines, libre à eux. Mais ils ne savent même pas se débrouiller tout seuls : il leur faut de l'essence importée. »

Harlem, Mars 1967. Un Noir parle : « Imaginez que, tout d'un coup, on refuse à votre enfant, si gentil pourtant, et que vous avez essayé de si bien élever, le droit de pénétrer dans une école autrement que sous la protection de la police. Vous n'auriez pas l'envie de tuer ? Nous, si. Pourtant, nous ne tuons pas. Auriez-vous notre patience ? Celle, en tout cas, que nous avons eue pendant des siècles ?... » Et, plus tard : « Vous, les Blancs, nous n'aurons plus jamais confiance en vous parce que vous avez tué les Indiens. Et aujourd'hui, ce sont nos enfants que vous voulez assassiner. »

François Chalais a mis dans son livre « Les chocolats de l'entracte »

la même chaleur que celle prodiguée par sa voix lorsqu'à Europe 1 il fait son métier actuel de critique de spectacles. Ces deux anecdotes sont prises parmi toutes celles que contient le livre. Et à travers tous ses reportages dans le monde, Chalais a vu et entendu des choses étranges. Il dit clairement ce qu'il pense du massacre des communistes en Indonésie, du régime « idéal » de Cuba ou de la répression française à Madagascar. Et pourtant, il n'a pas la prétention de faire œuvre politique. Au contraire, il s'en défend, ce qui est à la fois son défaut mais aussi sa qualité car cela rend le livre accessible à tous, surtout en vacances !

Bien sûr, on pourra reprocher à Chalais d'être un individualiste, mais on ne peut lui faire grief de son goût pour la liberté qui jaillit à chaque page, ni de ce relent de tristesse du voyageur du bout du monde, « peut-être justement parce que, de ce monde, il a soudain très peur d'en découvrir le bout ».

● F. Chalais : « Les chocolats de l'entracte », Stock, 29 F., 350 pages.

T.S. en a parlé

Tout au long de l'année, « T.S. » a présenté des livres dont la qualité mérite l'attention. Ces livres touchent à des domaines très divers. Voici ceux qui paraissent devoir retenir le plus l'intérêt :

● Y. Craipeau : « Histoire du mouvement trotskyste en France », Syros, 18 F.

Le livre de notre camarade Craipeau est un effort d'analyse et de clarification de l'histoire du mouvement trotskyste. Cette analyse ne se limite jamais à l'horizon organisationnel mais entend profiter de l'action des militants trotskystes pour porter un jugement sur le cours de l'histoire dans lequel ils ont été impliqués. Ainsi, les chapitres sur le Front Populaire et sur les perspectives issues de Mai 68 sont-ils une grande actualité.

● P.M. Sweezy et Ch. Bettelheim : « Lettres sur quelques problèmes actuels du socialisme », Maspéro, 3,95 F.

Une polémique a opposé dans ces colonnes un militant maoïste à un détracteur de Ch. Bettelheim. Cela traduit le fait que ce livre difficile ne peut laisser indifférent, car, même à travers des questions concrètes comme la nature sociale de la Tchécoslovaquie occupée, ce sont toujours des questions théoriques de première importance qui sont soulevées. La dialectique du plan et du marché en économie socialiste, la définition d'un état prolétarien, les contours de la dictature du prolétariat, tous ces problèmes, et bien d'autres, sont abordés dans cette riche correspondance.

● Daniel Mothé : « Les O.S. », Seuil, 8 F., 90 pages.

Inutile de décrire à nouveau ce livre dont « TS » a publié des bonnes feuilles. Parmi tous les ouvrages que nous conseillons pour cette période de l'été, c'est sans doute celui que chacun aura le plus intérêt à lire. A la fois par l'intérêt des questions qu'il soulève et par son souci d'être à la portée de tous, il constitue la lecture de base par excellence.

● Jean Guichard : « Eglise, stratégies politiques et luttes de classes », Cerf.

Pour tous ceux qui pensent que l'engagement politique à gauche des chrétiens est un phénomène remarquable de ces dernières années, le livre de notre camarade Guichard offre la meilleure réflexion actuelle sur le sujet. Car s'il montre surtout quel est l'enjeu du débat au sein de l'Eglise, il en tire aussi les conséquences concernant le contenu de la perspective socialiste en France.

Lisez aussi...

André Barjonet : La C.G.T. Seuil, 5,30 F.

Jean Defrasne : La gauche française de 1789 à nos jours. Que Sais-je, 3,95 F.

Jean Baudrillard : Le système des objets. Médiations, 7,50 F.

Manuel Castells : La question urbaine. Maspéro, 26,70 F.

Ivan Illich : Une société sans école. Seuil, 18,10 F.

Daniel Lindenberg : L'Internationale communiste et l'école de classe. Maspéro, 36 F.

Pierre Schaeffer : Pouvoir et communication. Seuil, 39 F.

Bernard Lambert : Répression : des paysans parlent. Maspéro, 5,90 F.

Maurice Duverger : Janus ; les deux faces de l'Occident. Fayard, 30 F.

Ignacy Sachs : La découverte du Tiers Monde. Flammarion.

F. Bon et M.-A. Burnier : Classe ouvrière et révolution. Seuil, 5,30 F.

Partisans : Libération des femmes, année zéro. Maspéro, 5,90 F.

Hugues Portelli : Gramsci et le bloc historique. PUF, 13 F.

M. Manguot : Les jeunes face à l'emploi. Ed. Universitaires, 20 F.

J. Malterre : La crise des monnaies. Cerf, 8 F.

F. Fejto : Histoire des démocraties populaires. Seuil, 2 tomes, 9,50 F chaque.

E. Depreux : Souvenirs d'un militant. Fayard, 50 F.

P. Mus : Les Vietnamiens et leur révolution. Seuil, 29 F.

G. Desobry : 50 ans de débat sur le contrôle ouvrier. La Taupe, 15 F.

« TS » a signalé la parution de la nouvelle collection « Objectifs » aux éditions du Cerf.

Le livre de Pierre Ranval sur la hiérarchie des salaires illustre bien les qualités et les défauts de ce genre de livre.

Les qualités sont grandes, la très grande clarté du texte et sa brièveté — malgré la difficulté du sujet — le rendent accessible à tous. C'est une qualité rare dans le domaine du livre économique. L'argumentation développée n'utilise des concepts théoriques qu'en cas de nécessité absolue si bien que ce livre s'adresse surtout au militant « de base » qui n'a pas lu les dix mille pages de Marx mais qui veut néanmoins comprendre la réalité quotidienne.

On devine que les défauts sont la trop grande brièveté de certains propos, et l'incertitude de certaines statistiques.

Reste une lecture facile et utile.

● P. Ranval. Hiérarchie des salaires et luttes de classes. Cerf, 8 F., 92 pages.



CRITIQUE SOCIALISTE NUMERO 8 EST PARU

Au sommaire :
— Une victoire ouvrière : la lutte à Evian-Cachat.
— Quelle organisation pour les paysans-travailleurs ?
— L'expérience de la Chine.
— Lettre de lecteur sur « l'échange inégal ».

En vente 5 F. à la librairie de « TS ». Abonnements (5 numéros par an) : 27 F. Editions Syros, 9, rue Borromée, Paris-15^e. C.C.P. Paris 19.706.28.

Yannick Soteris est disparu

Après une longue et douloureuse maladie, Yannick Soteris est décédé le 1^{er} juillet à l'âge de 27 ans. Que Carmen Soteris, sa mère, dont aucun d'entre nous n'ignore que « Tribune Socialiste » lui doit une grande partie de son existence trouve ici, l'expression de notre amitié fraternelle.

Tribune Socialiste ■

Rencontres militantes

Pour les militants de la région parisienne qui ne sont pas en vacances, une occasion de se préparer à repartir d'un bon pied à la rentrée : il ne s'agit pas de débats académiques, mais de réfléchir collectivement à des problèmes qui sont déterminants pour notre action militante :

Mercredi 12 juillet : La crise de l'idéologie bourgeoise, ses conséquences pour l'action révolutionnaire (J. Verger).
Mercredi 19 juillet : Des luttes sociales à la lutte politique (A. Huard).
Mercredi 26 juillet : Autogestion. I. : Les positions en présence (Y. Bourdet, D. Motchane, J.-C. Vessilier, M. Najnan, L. Goldberg).

Mercredi 1^{er} août : Une analyse marxiste de la période (J. Malterre, M. Breton).
Mercredi 9 août : Le travail ouvrier dans le parti (P. Régner, A. Garnier).

Mercredi 16 août : Autogestion. II. : Vers une position du PSU (P. Naville, J. Le Garrec).

Mercredi 23 août : Programme et action militante (A. Barjonet, Ch. Leucate, M. Mousel).

Mercredi 30 août : Unité des travailleurs, unité des révolutionnaires (M. Rocard, Ph. Simon).
20 h 30 - 6, rue Henner.

Opération vacances

Le 14 juillet aura lieu à Rodez à 14 h 30 un rassemblement important. Tous les militants PSU à proximité doivent se considérer comme « mobilisés ».

Soyez présent à Rodez dès le matin, le PSU doit y faire des apparitions militantes, vente de journaux, etc.

Prenez contact dès que possible avec : André Croste, Tour de Bisséous, n° 780, 81-Castres.

Pour la région du Mans (72) les camarades peuvent prendre contact avec Suzanne Laloux, 447, avenue Félix-Geneslay, 72-Le Mans.

PANTHÉON

Quoi de neuf Pussy-Cat ?

Woody Hallen

13, rue Victor-Cousin ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

QUAND NOUS ÉTIIONS MINISTRES...

Comme un vieux grand homme qui a agonisé assez longtemps pour que les journalistes puissent figurer sa nécrologie sans se presser, M. Chaban-Delmas a pu lire, moins de trois heures après sa « démission-surprise », un long article de réflexion et une rétrospective très complète sur ses trois années de gouvernement, et ce dans un journal qui n'est pas réputé réagir fébrilement à l'actualité de dernière minute. La République forte et cohérente, qui ironise facilement sur les interminables crises de Belgique ou d'Italie, avait, depuis trois mois, un gouvernement qui expédiait les affaires courantes en attendant le moment de sa démission dont il n'était même pas maître. Des experts en droit constitutionnel analyseront avec intérêt la transformation du curieux rôle de Premier ministre dans notre système politique : à mi-chemin entre le régisseur du château qui a l'œil à tout mais ne décide que des brouilleries et le page qui, dans la cour anglaise du Moyen Age, était chargé de recevoir les volées à la place de l'enfant royal qui avait fait une bêtise.

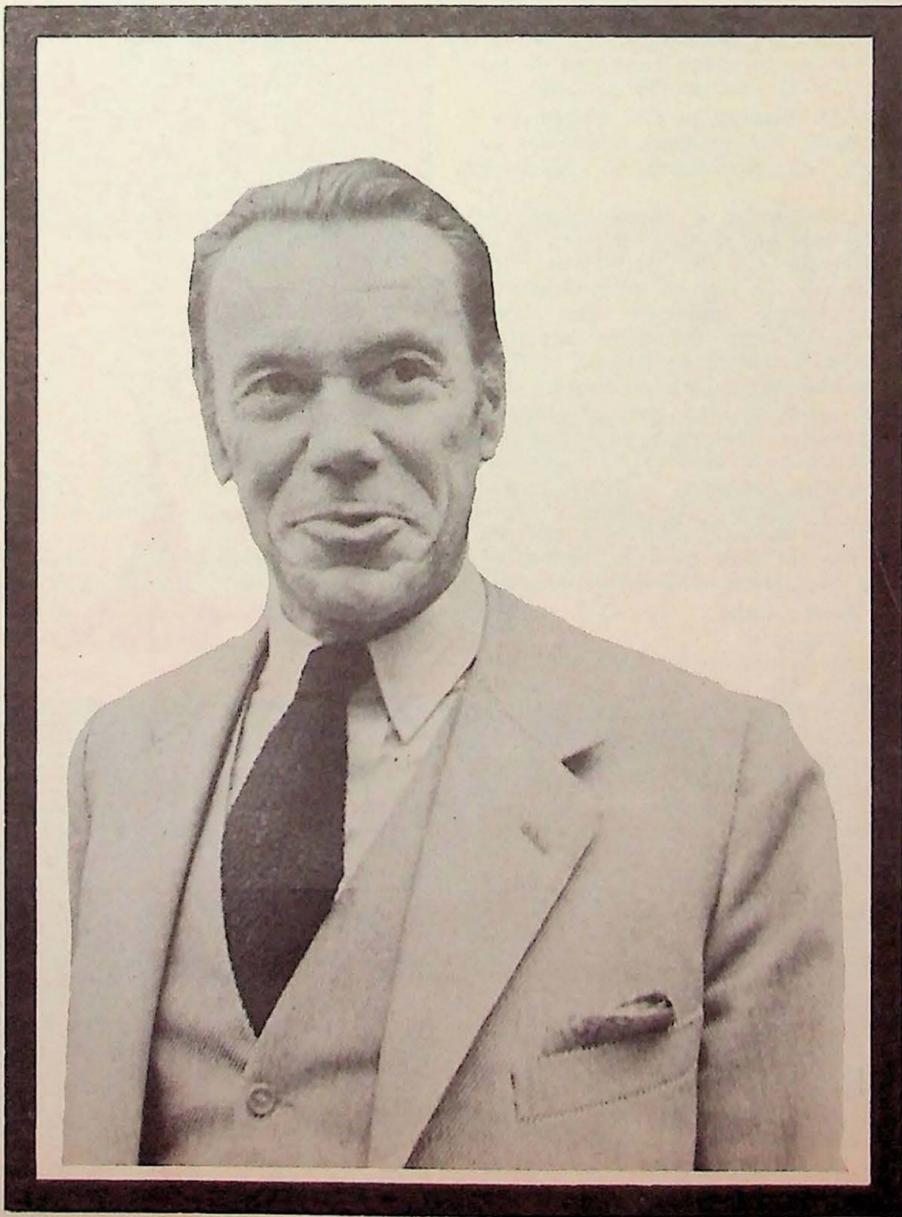
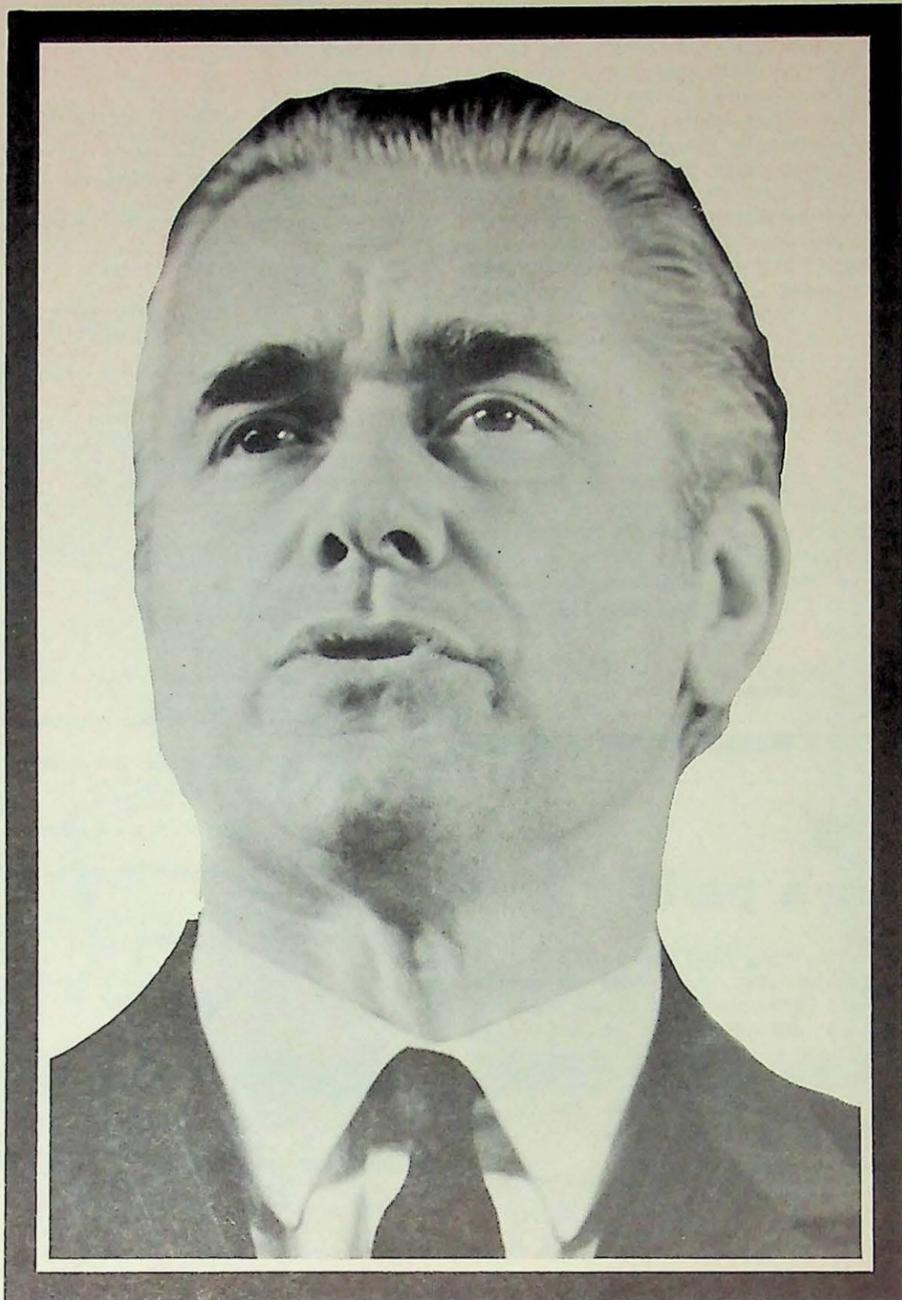
Mais pour nous et maintenant, l'important est de savoir ce qui a changé dans les conditions de l'affrontement avec le pouvoir, et plus précisément si celui-ci sort renforcé du petit cérémonial-avec lettres solennelles, adieux familiers, photos de famille, etc. Cela ne paraît guère être le cas et on peut en obtenir confirmation sur trois points : l'aptitude à gérer l'appareil d'Etat, l'aptitude à trancher les contradictions du capitalisme, l'aptitude à franchir l'obstacle électoral.

Le gouvernement Messmer tentera sûrement de se présenter comme un cabinet efficace, musclé, travailleur : on va essayer de faire sortir des projets, d'inaugurer du béton, de prendre des mesures « concrètes ». De ce point de vue, la mise en place de Messmer, présenté comme un administrateur efficace, vise certainement à diffuser dans tout l'Etat le pragmatisme et l'obstination dont Pompidou veut faire la marque de son pouvoir. Le remplacement de Chalandon, trop remuant, et de Bettencourt, incompetent, met à la tête de l'ensemble du secteur Equipement - Aménagement, Guichard qui a démontré sa capacité à éviter les vagues et à pousser ses pions sans bruit ; le départ de quelques ministres incapables et de plusieurs secrétaires d'Etat inexistants peut paraître aller dans le même sens, de même que la disparition de ceux dont les fonctions étaient exclusivement verbales, comme Frey, Baumel, Limouzy. On a renoncé à faire entrer au gouvernement, pour qu'ils y « fassent leur apprentissage », des politiciens de 50 ans, limités intellectuellement.

Trente Baumel

Pourtant, la composition de ce nouveau gouvernement et la répartition des tâches ne laissent pas prévoir une grande relance de l'action de l'Etat. Giscard, tout en conservant comme argument électoral personnel sa vigilance financière, va sans doute laisser passer quelques nouveautés dans le budget 73. Mais une bonne part de ces largesses sera absorbée par les mesures déjà décidées par Chaban : aide à la formation professionnelle, nouvelles prestations familiales. En matière sociale, la prééminence réaffirmée de Pompidou sur le gouvernement, le départ de Chaban et de ses proches, le choix de Foyer pour la Santé n'augurent pas d'une indigestion de réformes dans les six mois à venir. La poudre aux yeux sera fournie — abondante et variée — par E. Faure et par le syndicaliste U.D.R. de service Poncelet, quant au reste, on continuera de pleurer que c'est la mauvaise volonté de l'administration qui s'oppose à l'ardeur réformatrice du gouvernement (ce qui n'empêche pas que douze ministres sur trente soient d'anciens hauts fonctionnaires). Cette belle équipe va nous parler tous les jours d'efficacité, et elle en montrera encore moins que la précédente ; au fond, au lieu d'un Baumel, il y en aura trente.

L'équilibre politique de la nouvelle équipe incite à quelques réflexions sur son adaptation aux tendances actuelles de la bourgeoisie française.



Dans une phase où son intérêt apparent serait une certaine souplesse, un effort de conciliation pour conserver l'appui de couches menacées par l'évolution économique, elle réorganise son pouvoir en donnant la priorité à des partisans de l'innovation et de l'intervention étatique : les choix de Bourges pour le Petit Commerce et de Chirac pour l'Agriculture, de Charbonnel pour l'Industrie sont typiques, à cet égard. La démarche est différente de celle qui avait conduit, en janvier 66, à prendre E. Faure à l'Agriculture pour préparer les élections en arrosant de subventions et de bonnes paroles la paysannerie.

Les craintes

Il semble que cette fois-ci le pouvoir, obnubilé par la construction européenne et la compétition économique, ne veuille pas sacrifier la rénovation des structures du capitalisme à sa confirmation politique. Il préfère maintenir son effort de concentration et d'extension des mécanismes capitalistes, en conservant son emprise sur les couches sociales qui lui sont nécessaires par une intense offensive idéologique. C'est ainsi que, déjà, apparaissent les thèmes de la défense des institutions face à la menace totalitaire, et du maintien de la paix sociale ; il y a fort à parier que les opérations de répression matérielle, mais aussi d'exploitation politique de la peur vont connaître un nouvel essor ; le mouvement révolutionnaire doit s'y préparer. Le maintien de Marcellin, la confirmation de l'influence d'hommes comme Galley, Poudjade, Debré, Foyer autorise toutes les craintes.

Quant à ce qui paraît à chacun le principe moteur de ce changement de gouvernement, la préparation des élections, on peut se demander si Pompidou a mis tous les atouts dans son jeu. Qu'il ait laissé la part belle à l'U.D.R. et refusé tout élargissement vers les éléments les plus déviants de la majorité comme Ponniatowski ou Sudreau, cela se comprend très bien : ces gens-là ont des intérêts électoraux spécifiques et joueront, de toute façon, un jeu indépendant devant les électeurs, il n'y a donc aucun intérêt à les valoriser et à compromettre d'avance la suprématie des gaullistes.

Mais c'est plutôt les choix opérés au sein de l'U.D.R. qui rendent sceptique sur les qualités électorales de cette équipe. On ne combat guère l'usure du pouvoir en gardant ou en reprenant des personnages qui tiennent le devant de la scène depuis le 13 mai, et parfois depuis les débuts du R.P.F. La deuxième génération de l'U.D.R., pour l'instant, se limite à quelques attachés de cabinet des grands de la première : Chirac, Charbonnel, Lecat ; elle ne représente pas un élément autonome ayant une capacité propre à exercer le pouvoir. Les litanies du gaullisme historique vont continuer à retentir, lointaine résonance d'une aventure qui s'enfonce dans l'oubli. Les thèmes nouveaux, les appels à aller de l'avant seront rares ou sonneront le creux.

Au total, tant par sa nature que par ses résultats, cette opération typiquement politicienne présente une importance des plus limitées. Au stade historique où nous sommes à présent, l'autonomie d'une équipe ou d'une mince superstructure politique par rapport à l'ensemble de l'appareil de domination du capitalisme est de plus en plus dérisoire. Ce qu'affrontent les travailleurs dans leur vie quotidienne, ce qu'ils combattent en accédant à la responsabilité politique, ce n'est pas tel ou tel ministre bavard, ce n'est pas plus Messmer que Chaban-Delmas, c'est l'ensemble d'un système de pouvoir dont ils apparaissent de plus en plus dépendants. C'est par rapport à ce système global de pouvoir que se détermine et que s'organise le mouvement révolutionnaire, ce qui le distingue des appareils du P.C. et du P.S. qui, eux, concentrent leur attaque sur un gouvernement et une majorité parlementaire. C'est ce choix stratégique qui justifie à la fois notre indifférence un peu amusée à ces combinaisons de comédie à l'italienne et notre certitude de nous situer sur le vrai terrain d'affrontement.

Lucien Saintonge.